

Numéro spécial été du 8 juillet au 15 septembre 16 pages — 8 F

T2137-452-8,00 F



ISSN 0026-9433

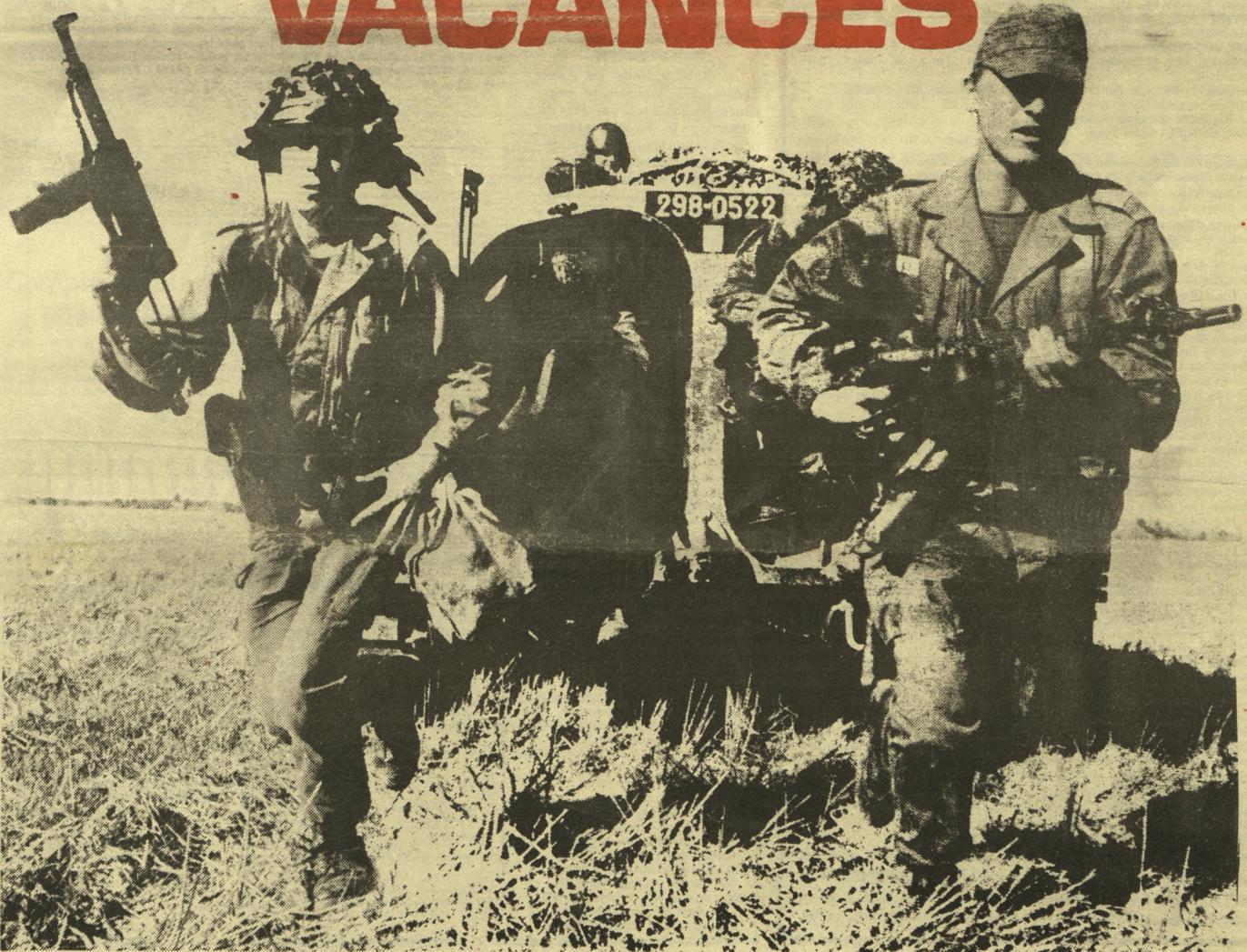
le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 452 ÉTÉ 1982 8,00 F

**LES ETATS  
NE PRENNENT  
PAS DE  
VACANCES**



F°P.2520

Liste et permanences des groupes FA

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN - YZEURE  
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DEPARTEMENTAL NICE - CANNES  
 ARDECHE : AUBENAS  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE  
 CALVADOS : CAEN  
 CHARENTES-MARITIMES : MARENES - ROCHEFORT  
 COTE-D'OR : DIJON  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 FINISTERE : BREST  
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : SAINT-ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MANCHE : CHERBOURG  
 MARNE : REIMS  
 MORBIHAN : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN  
 LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE - VALENCIENNES  
 OISE : CREIL - BEAUVAIS - PONT-SAINT-MAXENCE  
 ORNE : FLERS - LA FERTE-MACÉ  
 HAUTE-GARONNE : GROUPE REGION TOULOUSAIN  
 RHONE : LYON  
 PUY-DE-DOME : CLERMONT-FERRAND  
 SARTHE : LE MANS  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : GROUPE DE LA REGION TOUNNAISE

HAUTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTALE  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY  
 - ORSAY-BURES  
 - RIS-ORANGIS  
 - VILLEJUIF  
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES  
 - MONTREUIL, ROSNY  
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE  
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN  
 - DOMONT  
 - ARGENTEUIL, COLOMBES  
 - SEVRAN, BONDY  
 - DEUIL-MONTMAGNY  
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - CERCLE INTER-BANQUES  
 - LIAISON ORTF  
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénil-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin, Soissons.  
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.  
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.  
 OUEST : Bégard, Quimper, Routot, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.  
 CENTRE : Blois, Châteauroux, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur, Corrèze, Chartres, Haute-Loire.  
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban, Périgueux, Antibes, Tournon, Gard.  
 RHONE-ALPES : Valence, Thonon-les-Bains, Chambéry, Drôme, Grenoble.  
 CORSE : Ajaccio, Corte.  
 LA RÉUNION : liaison anarchiste.  
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.  
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la Librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinel c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Batiant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaouard, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Liaison Périgueux : permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la FA, n'hésitez pas à écrire aux RI, ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République) - tél. 805.34.08.

COMMUNIQUÉS

• Vous désirez militer pour l'anarchisme et développer les idées anarchistes dans l'Ardèche; prenez contact avec les Relations Intérieures qui transmettront.

• Les permanences de la liaison Périgueux ne seront pas assurées en juillet. Elles reprendront leur cours normal au mois d'août. (Voir liste des permanences).

• Les sympathisants libertaires du Lot peuvent contacter la liaison du même nom, le samedi au marché de Figeac où les militants du groupe vendent le ML et tiennent une table de presse (livres, brochures...).

• Le groupe anarchiste « Albert Libertad » vient de se créer dans le 9<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Ce groupe travaille à la diffusion et la propagande des idées anarchistes. Pour le contacter, écrire aux RI qui transmettront.

• Les personnes intéressées par la propagande anarchiste sur Loriet et ses environs (Morbihan, 56) peuvent prendre contact avec la liaison locale. Pour la création d'un groupe, écrire aux RI, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>.

• Le groupe anarchiste de Versailles assure une vente du Monde libertaire pendant tout l'été au marché principal de Versailles, ainsi qu'une permanence tous les derniers mercredis de chaque mois à l'hôtel de ville de Versailles, salle Vauchelle. Pour tout contact, n'hésitez surtout pas à nous écrire à Groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78151 Le Chesnay Cedex.

Le n° 19 de Volonté anarchiste vient de paraître

Ce numéro traite de Louis Lecoq et le mouvement anarchiste, de Sylvain Garel. Prix du numéro : 15 F. Abonnement pour 8 numéros : 110 F, abonnement de soutien : 180 F. Pour toute commande : Groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, chèques à libeller au nom de ASH, CCP 21 600 42 C Paris. Vous pouvez faire comprendre dans votre abonnement des numéros déjà parus.

Classez votre collection de Volonté anarchiste

Au seuil de sa quatrième année de parution, Volonté anarchiste compte actuellement 19 numéros. Le nombre de textes à publier qui nous parviennent et les articles nous encourageant dans la presse internationale prouvent, s'il en était besoin, l'utilité pour le mouvement anarchiste d'une telle collection.

Deux points noirs cependant : le problème financier qui se pose à toutes nos publications et que vous pouvez nous aider à résoudre en vous abonnant sans attendre ; d'autre part, la difficulté de classer une brochure dans sa bibliothèque. Cette dernière question est aujourd'hui résolue puisque nous venons d'éditer une série de trois boîtiers dans lesquels vous pourrez classer votre collection. Chaque boîtier englobe six numéros de Volonté anarchiste dont les titres sont imprimés. Dès aujourd'hui, vous pouvez vous les procurer au prix de 15 F l'exemplaire ou 30 F la série de trois.

Les commandes sont à adresser au Groupe libertaire Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony ou à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>.

Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication  
 Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 56 635  
 Imprimerie « Les Marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse



Poster édité par le groupe Michel Bakounine. Prix : 10 F l'unité et 7 F à partir de 10 exemplaires. Format : 45 x 62. Commandes à adresser à ADIL, groupe Michel Bakounine, BP 284, 17312 Rochefort Cedex. En vente à Publico.



Le groupe Michel Bakounine vient d'éditer trois posters disponibles en quatre couleurs différentes (mauve, bleu clair, beige, rouge). Ils sont en vente au prix de 10 F (rajouter 33% de frais de port pour les envois l'unité, ou 7 F pièce à partir de 10 exemplaires, à Publico ou au groupe Michel Bakounine, ADIL, BP 284, 17312 Rochefort Cedex (chèques au nom de l'ADIL). Format de ces posters : 60 x 40.

Sommaire

PAGE 2 Activités des groupes FA	PAGE 10 Cinquante ans de la mort de Malatesta.
PAGE 3 En bref : Compte-rendu de la fête d'Amiens ; 150 000 F pour Radio-Libertaire ; Le gala de R.-L. ; Premier tirage de la tombola de R.-L. ; Editorial ; Amis lecteurs et souscripteurs au M.L.	PAGE 11 Une vie pour l'anarchie ; Commémoration de la mort de Malatesta en Italie ; Bibliographie.
PAGE 4 A rebrousse-poil ; L'Ordre des médecins ; A propos du SAC	PAGE 12 PCF-gaïget.
PAGE 5 41 <sup>e</sup> congrès CGT.	PAGE 13 Notes de lectures.
PAGE 6 Au-delà des élections ; Quand Chirac s'inquiète.	PAGE 14 Le vieil arbre noir et les bûcherons roses ; Conclusion ; Pour que Radio-Libertaire continue à vivre.
PAGE 7 Une autre école.	PAGE 15 Les galeries de recherche ; La radio-TV du monopole ; Programmes d'été de Radio-Libertaire.
PAGE 8 La Réunion	PAGE 16 Comme nos petits bourgeois sur les plages...
PAGE 9 Informations Internationales	

**Abonnez-vous !**

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
13 n°	70 F	80 F	100 F
25 n°	130 F	150 F	190 F
50 n°	250 F	280 F	350 F

LE MONDE LIBERTAIRE  
 Rédaction Administration  
 145 rue Amelot 75011 Paris  
 Tél. 805.34.08

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 300 F Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT  
 à retourner 14b, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N° ..... (inclus) ..... Pays .....

Abonnement  Redoublement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

## en bref...en bref...

• La Révolution prolétarienne et Les Editions syndicalistes n'assurent plus de permanences au 21, rue Jean Robert, Paris 18°. Tout courrier est à adresser au 61, rue Beaubourg, 75139 Paris cedex 3.

• Un week-end loin de « l'avariété » : c'est ce que proposent les organisateurs du Festival de la chanson vivante à Estissac (dans l'Aube), les 10 et 11 juillet 82. Le spectacle commencera le samedi à partir de 14 h 30 jusqu'à... (bal folk) et le dimanche à partir de 13 h 30 jusqu'à 22 h. Sur place : camping, nourriture, stands, infos, vente de disques. Le festival est organisé par le syndicat d'initiative d'Estissac et le groupe Ecologie-libertaire, tél. (25) 21.73.97. Radio-Libertaire y tiendra une table de vente. Un festival à ne pas manquer, donc ! (vingt-huit artistes représentés dont on ne parle jamais).

• A 6 h du matin, mardi 29 juin, rue Villin, des policiers en uniforme, après avoir bouclé le quartier Couronnes (20°), ont envahi le squatt de la rue Villin en saccageant tous les appartements aménagés par les squatters. Motif : deux assassinats dans le quartier une semaine plus tôt. Sept personnes ont été arrêtées dont deux envoyées aux autorités militaires pour insoumission.

• Après avoir abandonné le projet de barrage à Chasteuil grâce à une mobilisation de la population, EDF ne s'avoue pas vaincue et projette de construire celui-ci à Barbin, toujours dans le Verdun. A travers cette éventuelle construction de barrage, ce serait tout un site qui serait dénaturé au profit de nos technocrates. Face à cela, un rassemblement aura lieu le samedi 31 juillet à Saint-Julien-de-Montagné (Var). Stands, nourriture, camping et spectacle avec Mari et P. Ibañez, etc. Affaire à suivre.

• Le numéro 42 de *Liberecana Ligilo* (organe de la section libertaire de SAT) vient de paraître. Au sommaire, on peut noter les sujets suivants : polémique sur la notion de laïcité, les Malouines, Radio-Libertaire, une interview de Drašković (auteur de la pièce *Le Juge*), etc. Disponible à Publico.

## Compte rendu de la fête d'Amiens

C'EST les 26 et 27 juin 1982 que s'est déroulée la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens, fête qui permet à de nombreux musiciens de venir se produire dans la capitale picarde (1). La fête anarchiste reste en effet la seule fête qui, sans la moindre subvention, permet de présenter au public un plateau de bonne qualité et varié (2). Paris difficile quand on sait qu'aucun prix d'entrée fixe n'est exigé à l'entrée, ce qui permet à chacun de participer selon ses moyens. Reconnaissons cependant que le public a trop tendance à confondre prix libre et gratuité, ou du moins limiter fort sa participation (moyenne des entrées de l'ordre de 10 F... pour deux jours de musique). Au total, un week-end plutôt satisfaisant, malgré le temps déplorable qui contribua fortement à réduire l'assistance des années précédentes, puisque moins de mille personnes ont dû se déplacer. De nombreuses revues et brochures ont cependant été achetées à notre stand, montrant l'intérêt d'un certain nombre de participants pour les idées anarchistes, même si l'aspect purement propagande a été en retrait par rapport à la fête elle-même. Nous ne pouvons donc que donner rendez-vous à l'année prochaine.

Groupe F.A. d'Amiens

(1) Nous remercions à cette occasion les groupes rock *Chapeau mou* et *boîtes noires*, *Faithful*, *Seconde*, *Airbus*, ainsi que *Mohitar*, *Pascal* et *Clair Genneret*, *Jean Bodart*, *Francis Weill*, le groupe *Deux Hommes avec des boîtes*.  
(2) *Chanteurs*, théâtre (*Le Maison close*), de *Françoise Longard* et l'animation en plein-air de *Jean-Michel Bavard*, cinéma.

## 150 000 F pour Radio-Libertaire

Il reste à réunir 110 000 F avant le 31 décembre.

Bons de soutien : 6 500,00 F.  
Cartes d'auditeurs : 5 040,00 F.  
Tombola (1<sup>er</sup> tirage) : 2 550,00 F.  
Souscriptions anonymes : 3 480,00 F.  
Souscriptions nominales : 2 755,00 F.  
Souscriptions gala : 20 000,00 F.  
Total : 40 325,00 F.

Pour soutenir financièrement Radio-Libertaire, vous pouvez vous procurer, au 145, rue Amelot, Paris 11° :

- la carte d'auditeur-souscripteur à 70 F, valable douze mois, qui vous donne droit à des réductions sur une soixantaine de spectacles de Paris et de Banlieue ;
- les billets de tombola à 10 F. Le premier tirage a eu lieu le 30 juin 1982. Le second aura lieu le 29 septembre 1982 ;
- les badges Radio-Libertaire à 5 F ;
- les tee-shirts Radio-Libertaire à 38 F ;
- les transferts Radio-Libertaire à 10 F, 15 F, ou 20 F suivant le format. Les trois formats ensemble 35 F ;
- les bons de soutien pour l'aménagement du studio de Radio-Libertaire à 100 F, 500 F et 1 000 F ;
- en faisant des dons de disques, de matériel à déposer au 145, rue Amelot, Paris 11°.

Radio-Libertaire (89,5 MHz) émet tous les jours sur Paris et proche région.

## LE GALA DE RADIO-LIBERTAIRE

UNDI soir, lorsque les portes de Bobino se sont ouvertes, nous savions que la soirée s'annonçait bien. Les auditeurs de Radio-Libertaire étaient déjà nombreux et peu de temps après, plus d'un millier d'entre eux remplissaient totalement la salle...

Les trois heures de spectacle qui suivirent furent intenses et de grande qualité, et nous ne saurions en parler sans une pensée amicale pour notre ami de tous les jours, Jacques Debronkart, souvent partie prenante de nos galas, mais qui, lundi soir, se reposait des suites d'une hospitalisation, renonçant malgré lui à animer cette fête. Louis Capart et Alain Aurenche assurèrent la première partie pour le plus grand plaisir du public, amateur de bonnes chansons. Le premier nous a chanté la Bretagne, l'Occitanie, Baudelaire... de très beaux textes soulignés par une très belle voix. Le second, accompagné d'un piano rageur, nous a fait sentir sa haine de la bêtise, du pouvoir, des dictatures, des religions, nous a clamé la détresse des victimes, des solitaires, des meurtris.

Si Capart et Aurenche étaient un peu émus face à un public si nombreux, ce dernier a senti passer un frisson en l'écoutant. Leur étonnante présence sur scène l'atteste : il est indéniable que ce sont de grands artistes que nous avons eus devant nous, et si les auditeurs de « la voix sans maître » les connaissent déjà, ils ont pu les découvrir à nouveau.

Seuls les impératifs horaires nous ont obligés à mettre fin aux nombreux rappels que réclamait le public.

Louis Capart et Alain Aurenche sont des noms qui sont maintenant liés à celui de Radio-Libertaire, et il y a gros à parier que nous entendrons bientôt parler d'eux.

Quant à la seconde partie, elle fut bien remplie par les deux compères Font et Val, eux aussi des habitués de nos galas. Une fois de plus, nous avons pu apprécier tour à tour leurs chansons tendres, anticonformistes, corrosives et leurs sketches, dont beaucoup étaient nouveaux.

La soirée s'est terminée par un hommage que Font et Val ont rendu à un autre compagnon de route de la Fédération anarchiste : Georges Brassens, en chantant une chanson émouvante pour l'engueuler « d'être parti si tôt, sans prévenir les amis ».

La réussite — sur tous les plans — de ce spectacle, la Fédération anarchiste ne la doit à personne d'autre qu'à elle-même car la presse a été unanime... pour ne pas l'annoncer. Mais elle ne doit pas nous cacher que le soutien sous toutes ses formes est plus que jamais nécessaire. D'abord parce qu'il y a la suite des ennuis techniques et de voisinage — dus à son caractère politique marqué — que Radio-Libertaire a subis, elle a dû acquérir de nouveaux locaux et acheter du matériel plus performant, donc faire un investissement financier important. Ensuite, parce que les dérogations vont être « attribuées » et bien que répondant pour cela à toutes les normes voulues, il y a de fortes chances que le pouvoir essaye de bâillonner Radio-Libertaire. C'est pourquoi le soutien qui lui a été apporté doit s'amplifier. Plus que jamais, il faut être vigilants et prêts à répondre à la volonté du gouvernement d'étouffer la voix sans maître.

Radio-Libertaire est écoutée, appréciée, soutenue. Ses animateurs ont reçu l'encouragement nécessaire à la poursuite de leur tâche.

Radio-Libertaire ne se taira pas !

Fédération anarchiste

## Premier tirage de la tombola de Radio-Libertaire du mercredi 30 juin 1982

- 1<sup>er</sup> lot : radio cassette FM, n° 133.
- 2<sup>e</sup> lot : collage de matériaux divers de J.-L. Servin, plus une affiche de Mai 68, n° 132.
- 3<sup>e</sup> lot : gravure sur bois de J.-L. Servin, n° 272.
- 4<sup>e</sup> lot : litho de J. Touzot, n° 271.
- 5<sup>e</sup> lot : lino de J.-F. Dray, n° 266.
- 6<sup>e</sup> lot : lino de J.-F. Dray, n° 230.
- 7<sup>e</sup> lot : litho de J. Touzot, n° 400.

## EDITORIAL

Et voilà, c'est les vacances ! Nous y sommes quand même arrivés, malgré la Pologne, les Malouines, le Liban et malgré tous ceux qui sont crevés par là, dans un coin de montagne ou derrière une dune de sable, aux confins de l'Iran et de l'Irak. C'est un peu comme si nous étions des rescapés : les rescapés des exactions des États et du capitalisme. Mais le Liban, les Malouines et la Pologne, c'est loin tout ça. En vérité, nous sommes aussi les rescapés de la vie quotidienne et de la guerre économique que se livrent les différentes classes dominantes : combien de victimes, cette année, des accidents du travail et de la course à la production ?

Alors nous, les rescapés, nous allons pouvoir nous épanouir pendant quatre semaines. Pendant quatre semaines, nous allons pouvoir goûter à un succédané des loisirs qui sont, habituellement, ceux des classes privilégiées. Et cela grâce aux chèques-vacances. Il y avait déjà les chèques-restaurant, maintenant il y a les chèques-vacances ! C'est ça, le changement, et c'est sûr que le capitalisme ne va pas s'en remettre !

Surtout que la majorité des Français ne part pas en vacances : mais ça, les médias ne vous le diront pas, car il s'agit de rentabiliser l'industrie hôtelière et touristique. Ce sont ces activités économiques qui sont les seules qui permettent à certaines régions de survivre, mais pourquoy ces régions ont-elles été réduites à n'avoir plus que cette seule ressource pour faire vivre leurs habitants ?

Les vacances, oui. Respirer un peu et oublier la merde quotidienne. Reprendre des forces, tant morales que physiques, soit pour reprendre le boulot, soit pour reprendre le combat. Mais ce qu'il ne faut pas oublier, c'est que c'est aussi pendant les vacances d'été que tous les pouvoirs ont toujours fomenté leurs mauvais coups : « Le fascisme ne passera pas... », sauf pendant les vacances ! Nous savons maintenant que les socialistes ne résistent pas plus que les autres au chant des sirènes. Aussi nous faudra-t-il ne pas oublier, en septembre, de tenir un compte serré des saloperies qui se mijotent, en ce moment même, à l'ombre des ministères — même remaniés — et qui nous auront assésés en douce, entre deux coups de soleil et une intoxication quelconque, pour cause de pollution.

## AMIS LECTEURS

DEPUIS ces cinq dernières années, nous avons connu un développement important. 1977 : *Le Monde libertaire* passe hebdomadaire ; 1981 : achat de notre librairie au 145, rue Amelot, pourvue de plus de deux mille titres ; 1982 : *Le Monde libertaire* passe de huit à douze pages.

Nos fonds, nous pouvons le dire avec aisance, ne proviennent que de nos abonnés, lecteurs, souscripteurs et militants, qui s'intéressent à la vie de notre mouvement.

Cependant, nous traversons une période financière critique, due à l'augmentation des diverses charges, et nous faisons une nouvelle fois appel à vous tous. Nous avons besoin de l'aide de tous à tous les niveaux et sous toutes les formes : en vous abonnant, en passant vous fournir en livres et disques à notre librairie, en poursuivant vos souscriptions et virements automatiques qui nous sont indispensables.

La librairie restera ouverte tout l'été : en juillet, du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h ; en août, du mardi au samedi de 14 h à 19 h. Le prochain *Monde libertaire* réparera le 16 septembre.

A bientôt et bonnes vacances.

Les administrateurs  
P. BEDOS — J. RÉMOND

## Listes des souscriptions et virements automatiques

## SOUSCRIPTIONS :

NIEL Jean-René 50 F, BORROZ Fedele 300 F, ROUSSEL Yvon 50 F, NADEAU Serge 60 F, CIVADE Christian 100 F, Gr. LOUISE-MICHEL 1 500 F, Gr. SAINT-ETIENNE 300 F, ROUVREAU Albert 50 F, Liaison HYERES 550 F, Gr. BAKOUNINE 50 F, Liaison LA SEYNE-SUR-MER 40 F, Gr. de LA RÉGION TOULONNAISE 500 F, VERGELAS Eugène 100 F, DUTHILLEUL Alain 100 F, LERESTIF Fabrice 500 F.

## VIREMENTS AUTOMATIQUES :

Gr. d'AUBENAS 200 F, Liaison ANIZY 100 F, LEGUEN Alain 50 F, Gr. FRESNES-ANTONY 300 F, GIRAUD Jean-Pierre 300 F, HUREZ Daniel 25 F, Gr. SACCO-VANZETTI 550 F, Gr. du 14<sup>e</sup> 50 F, PEYRAUT Yves 100 F, RÉMOND Jacques 100 F, MAY Françoise 50 F, FONLUPT-PIETERS Jocelyne 100 F, BEAUFILS Etienne 25 F, LANSAC Geoffroy 20 F, FEHR Didier 50 F, BOLUFER-SANCHEZ J. 70 F, RAYNAUD Jean-Marc 250 F, LE TROUHER Olivier 50 F, Gr. JACOB 80 F, BOITELLE Bruno 25 F, CRESSON Pascal 100 F, Gr. MALATESTA 100 F, LUZE Robert 50 F, Gr. de BÉZIERS 50 F, BOUZENDROFFER 50 F, Gr. PRUDHOMMEAUX 50 F, PORCHER Christian 50 F, SANCHEZ Mateo 50 F, MILLOT Guy 20 F, EXERTIER Philippe 80 F, CHEVTCHENKO Michel 50 F, PARIS Gérard 100 F, COSTES Daniel 50 F, POILEVERT Guy 50 F, POUILLARD Jean-Luc 50 F, SELLIER Bertrand 150 F, Gr. VARLIN 100 F, PEIRAT Yves 50 F, Gr. LOUISE MICHEL 150 F, ESCOUBET Gérard 50 F, ABADIE-FEDOU Claude 30 F, FABRE J. 100 F, CHAPEYROU P. 100 F, FERNANDEZ Luc 50 F, PLASMAN François 100 F, LE GUEN Roger 50 F, PIVERT Gérard 25 F, Liaison BÉCARD 10 F, Gr. du MARAIS 50 F, LAFABREGUE S. 50 F, Gr. de BOBIGNY 50 F, Gr. de ROUEN 50 F, BABIN 100 F.

Total des souscriptions : 4 250 F.  
Total des virements automatiques : 4 660 F.  
Totaux précédents : 64 741 F.  
Nouveaux totaux : 73 651 F.



## à rebrousse-poil

### Y'en a qui ne manquent pas d'air

Témoin ce tract de Force ouvrière distribué aux employés de Framatome, à la Défense. Après une énumération des sempiternelles revendications réformistes de ce syndicat, le tract se termine ainsi : « Enfin, un changement est intervenu parmi vos représentants FO aux conseils de surveillance. André Becel, ingénieur de la Division-qualité sur le chantier de Cruas, a remplacé Jean-Yves Devos, qui a quitté Framatome pour une activité tout à fait différente : le cheval, avec la création dans le Cher d'un centre équestre où il se fera un plaisir de vous accueillir dans les meilleures conditions. » Et le tract se conclut avec une publicité pour le centre équestre en question. Carrément !

Dire que des militants syndicalistes ont été frappés, matraqués, voire flingués pour des tracts, et qu'on en est aujourd'hui à pareille aberration ! **Père Peinard**, au secours !!

### Français, voici votre armée !

L'armée française fait bien les choses. Finies les tristes brochures destinées aux futurs conscrits... Aujourd'hui, c'est un magnifique livre, en couleurs, et tout et tout, que l'on reçoit ! Moi, je l'ai reçu après avoir demandé le statut d'objecteur de conscience, l'armée pensant sans doute que ceux qui la refusent ne savent pas ce qu'ils perdent !...

Voyons un peu le chef-d'œuvre : ce bouquin (plein de photos, peu de texte — on s'adresse à des débilés, dirait Guy Bedos) nous conte l'histoire de trois connards qui vont faire leur service national : un marin, un bidasse et un para. En tête du bouquin, cette phrase : « Parfois, un homme est attaqué, il faut alors qu'il se défende. Quand tout un peuple participe à sa défense, c'est la Défense nationale. »

Ça jette, hein ? Suivent donc les aventures des trois zozos : tous les trois, évidemment, aiment bien la vie de garnison (mais non, ils n'ont pas été choisis !). La première partie de l'« œuvre » nous les montre s'intégrant à l'armée, joyeusement, tout en restant très « critiques ». En effet, ils n'aiment pas se faire couper les cheveux ! La deuxième partie est plus sérieuse : c'est une présentation (en couleurs SVP) de l'arsenal militaire français : glorification du matériel nucléaire, tableaux vantant les mérites des chars, sous-marins, missiles et autres Mirages, très *Cinquante millions de consommateurs*, tout ça !... Enfin, la troisième et (ouf !) dernière partie de cette saloperie : la vie militaire en tableaux (décidément, c'est une manie !), les armes, les grades, les régiments, les uniformes, les modèles-types de lettres à écrire à la hiérarchie (permissions, demandes de faveurs diverses,

etc.) et les punitions (attention à vous, bande de cons-crits !). A noter la dernière page qui traite d'insoumission : « Souvent associées par erreur, l'insoumission et l'objection de conscience sont deux notions totalement différentes qui ne doivent pas être confondues. » Signalons que « l'objection de conscience » n'est absolument pas définie dans ce torchon ! Quant à l'insoumission, elle n'est le fait que des « doubles nationaux » et de ceux qui n'ont pas signalé leur changement d'adresse ! On nous prend pour des cons ou quoi ?

Finalement, pour qui a un peu de plomb dans la tête, la simple lecture de ce *Français, voici votre armée* (hé oui, c'est le titre !) suffit à se dire : « Bon, c'est décidément trop con et trop dangereux, j'y vais pas ! »

On se demande même pourquoi, sur le nombre de lecteurs, tant y vont quand même... Faut croire que l'armée s'adresse réellement à des débilés !

Gilbert  
(groupe Libertad)



## L'ORDRE DES MÉDECINS



**A** l'heure où le Sénat se demande si l'Ordre des médecins sera supprimé ou non, question (inquiète ou bien tardive) de M. Rudloff (Union centriste du Bas-Rhin), l'Ordre des médecins, créé par le gouvernement de Vichy sous l'occupation hitlérienne et qui a quand même « quelques qualités et pas mal de défauts », mais « avouez que l'Ordre des médecins n'a pas toujours été à la pointe de l'évolution » (M. Labarère, ministre chargé des relations avec le Parlement, au Sénat, le 24 juin), à l'heure donc où l'Ordre des médecins est remis en question (cf. le programme électoral de Mitterrand), il attaque deux médecins, généralistes, les docteurs Didier Moriau et Anne Laforge de Carrières-sous-Poissy, dans les Yvelines. Ces deux médecins, ouverts aux médecines parallèles (acupuncture, homéopathie, etc.) refusent de payer leurs cotisations à l'Ordre et risquent ainsi de perdre leur droit d'exercer.

L'Ordre des médecins défend avant tout la médecine dite « libérale » et s'est toujours opposé à toute évolution sociale de la médecine. Il n'a « évolué » que sous la pression des événements et malgré lui (médecine conventionnelle, contraception, avortement, centres de santé...).

Partout où des médecins s'élèvent et luttent contre l'Ordre des médecins, les anarchistes ne peuvent qu'être présents.

J.-P. BERRAUD

## A PROPOS DU S.A.C.

**A** la suite de l'« affaire Aurioi » en 1981, où le Service d'action civique avait été impliqué dans l'assassinat de six personnes dont le responsable régional de l'organisation citée précédemment, s'est constituée une commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC. Cette commission, qui a commencé ses travaux à la fin de l'année précédente, est composée de vingt-et-un députés dont sept appartiennent aux groupes UDF et RPR. Ces derniers se sont retirés en janvier 82, en prétextant des raisons somme toute contestables. A noter que les groupes de droite de l'Assemblée nationale n'ont pas voté contre la création de cette commission d'enquête et que celle-ci les place dans une position délicate. La commission parlementaire a eu accès aux archives des Renseignements généraux et à un certain nombre de dossiers qui ont permis aux députés de fournir un rapport révélateur sur les activités du SAC, et a procédé à une centaine d'auditions de personnalités les plus diverses. Le président de la commission d'enquête parlementaire, Alain Hauteceur, député PS du Var, précise que c'est la première fois qu'une commission parlementaire est créée pour étudier les activités d'une association de type loi 1901. Les députés de l'opposition n'ont pas pris part au vote sur le rapport, mais ont publié une déclaration annexée à celui-ci. Ce rapport, de par ses sources d'informations notamment, constitue le premier document officiel publié sur la sinistre organisation gaulliste.

Le SAC est créé officiellement en 1959, mais fait suite au service d'ordre du RPF, fondé en 1947 par de Gaulle et composé de militants déterminés, prêts à tout ; à noter les liens du SAC avec le « milieu ». Lorsque de Gaulle quitte le pouvoir en 1969, un tract du SAC affirme : « les grognards que nous sommes vous restent et vous resterez toujours fidèles ». Durant toutes ses années d'existence, le SAC a été impliqué dans de nombreuses affaires : celle de Puyricard en 1969 et plus récemment celle d'Aurioi, pour ne citer qu'elles ; affaires qui dévoileront la triste réalité de cette organisation et qui la déstabiliseront peu à peu.

Pompidou eût, à l'instar de son prédécesseur, des liens importants avec le SAC ; il en fut président d'honneur en 1968 et n'oubliera pas de souligner le dévouement des militants du SAC à son égard comme il l'affirma lui-même. Parmi les militants du SAC, on trouve des policiers, des militaires, des militants d'extrême-droite, de la CSL (ex-CFT), de l'OAS, mais aussi et surtout des membres du RPR, qui a succédé à l'UNR et à l'UDR. Bref, on situe aisément le profil des militants du SAC qui, selon les dirigeants, seraient dix mille, et selon la police cinq mille.

Le fait qu'un nombre important de policiers soient membres du SAC (10 à 15 %, et jusqu'à 30 % dans certaines régions) a permis d'éviter à l'organisation en question de voir ébruitées les affaires dans lesquelles elle était compromise. Des hauts fonctionnaires de la police étaient membres de l'organisation et on comprend là aussi que les enquêtes éventuelles sur le SAC n'aient pas abouti ; certains représentants des forces de l'ordre étaient même détournés de leur fonction trop connue pour agir directement au service du SAC.

Quant à la CSL, qui a eu l'occasion de faire parler d'elle récemment avec Citroën-Talbot notamment, ses liens avec le SAC ont aussi été démontrés, des personnes comme Auguste Blanc, actuel dirigeant de la CSL, étant membre des deux organisations.

Le SAC, qui assure donc sa présence dans les entreprises, fait de même dans les universités avec l'UNI (Union nationale interuniversitaire), au sein de laquelle il envoyait les plus jeunes de ses militants, UNI qui représente environ 0,5 % des étudiants.

Pour ce qui est des rapports entre le SAC et le RPR, ils se limiteraient, pour le premier, à la constitution des services d'ordre et à l'organisation des campagnes électorales du second, car le RPR, depuis sa création en 1976, tend à s'éloigner du SAC en projetant, par exemple, la création d'un service d'ordre propre au RPR. Le poids du SAC serait-il trop lourd à porter ? Il va sans dire qu'une forte proportion des militants du SAC sont membres du RPR et que les convergences entre les deux organisations sont indéniables. Cela dit, du temps du RPF de de Gaulle, le SAC et le parti gaulliste étaient plus proches. Actuellement, les dirigeants du RPR insistent sur l'indépendance du SAC à son égard.

Interrogé le 24 juin sur une éventuelle dissolution du SAC, Jacques Chirac, président du RPR, a affirmé que ce serait, de la part de la majorité, un acte politique et une vengeance que d'avoir à prendre une telle décision. D'autre part, il a déclaré que lorsque les gaullistes avaient la majorité absolue à l'Assemblée nationale en 1968, ils n'ont pas créé une commission d'enquête sur les activités du service d'ordre de la CGT, service d'ordre dont nous savons que les pratiques ne sont pas tellement différentes de celles du SAC. Enfin, le président du RPR a demandé que la justice fasse son travail et décide du sort du SAC, mais que les députés n'aient pas à se substituer au pouvoir judiciaire.

Le rapport délivré par la commission d'enquête parlementaire ne demande pas ouvertement la dissolution, bien qu'on puisse imaginer la position des députés socialistes et communistes sur ce point. La commission, selon son président, se borne à fournir au gouvernement des informations sur le SAC, et le rapport aura un poids certain dans la décision du gouvernement.

Toutefois, les activités du SAC, depuis l'an dernier, semblent s'être ralenties. La cause en est-elle due à l'arrivée de la gauche au pouvoir, à la tuerie d'Aurioi ou bien encore à la création de la commission d'enquête ? Quoi qu'il en soit, et même si le pouvoir exécutif décide la dissolution du SAC, il pourra se recréer sous une autre forme ; cette décision a donc une importance minime. L'intérêt de cette commission provient du rapport qu'elle a fourni qui, de par la somme d'informations qu'il contient, constitue un élément considérable sur les activités d'une organisation dont la raison d'exister est d'accomplir le sale boulot des politiciens sans que ces derniers soient impliqués directement dans les affaires auxquelles sont confrontés des organisations comme le Service d'action civique.

Groupe libertaire du Marais



**C'** EST l'intervention de Jean-Louis Moynot, démissionnaire du bureau confédéral, qui a sans doute été l'instant le plus intéressant, le plus vrai du 41<sup>e</sup> congrès de la CGT, qui s'est tenu du 13 au 18 juin à Lille.

La quasi-totalité des autres intervenants se « situaient » dans la confédération, en positif pour la plupart. L'opposition dite « unitaire » est apparue, Alain Chenu, des officiers de la marine marchande, résumant en quelques phrases l'essentiel de l'analyse critique.

Moynot n'entre plus dans aucune de ces catégories. Il a été l'un de ceux qui ont été minoritaires lors des affrontements qui se sont produits entre 1978 et 1981 ; il n'a plus d'espoir ou d'ambition dans le mouvement syndical, au moins à court terme, et son discours confirmera ce que beaucoup de militants devinaient.

Il y a bien eu désaccord au sein de l'appareil dirigeant de la CGT, désaccord de politique et désaccord de conception. Moynot a esquissé ses positions : « Avec l'autonomie et l'unité syndicale, la démocratie de masse a été la base du renouveau syndical après 1968. A cette période, les luttes ont mis en cause les rapports de production et le rôle de l'Etat... Aujourd'hui, la crise nouvelle appelle une transformation de la société où la démocratie de masse et le rôle individuel de chaque travailleur peuvent seuls créer les conditions d'une appropriation de la production. »

Ce sont là, résumées, les « avancées les plus significatives du 40<sup>e</sup> congrès ». Notamment l'autonomie — nous dirions l'indépendance — syndicale et une recherche plus constante de l'unité. Bien sûr, de telles conceptions ne pouvaient cohabiter longtemps au niveau dirigeant avec la théorie traditionnelle de la direction de la CGT, « proche » du PCF.

Nous sommes là au cœur du problème : l'application un tant soit peu rigoureuse de tels principes aurait amené la CGT à plus d'autonomie, de désaccords publics pour parler clair avec le PCF. Les divergences de conception ont abouti très vite aux désaccords politiques : Afghanistan, élections présidentielles, Pologne, analyse envers la politique du gouvernement socialiste. « Démocratie, unité, syndicalisation décidées au 40<sup>e</sup> congrès n'ont pas été réalisées. Le débat a été bloqué dans la CGT. Les méthodes pour enrayer les expériences comme « Lorraine cœur d'acier » ou l'intervention sur les questions économiques relèvent d'une pratique fractionnelle. Le conflit d'Antoinette le prouve encore aujourd'hui. » Moynot n'est pas tendre dans le résumé de son intervention, mais le pire était encore à venir puisqu'il toucha au sujet tabou en affirmant qu'il était partisan d'une certaine austérité : « Les formes nécessaires d'austérité doivent être demandées à ceux qui peuvent les consentir et corriger les injustices sociales. » Tout le monde fera de l'austérité, nous compris, ajouta-t-il en substance, bien que la direction de la CGT dise le contraire.

DU 13  
AU  
19 JUIN

#### L'effet Mauroy

Etait-ce un traquenard que cette invitation à une réception lancée par Pierre Mauroy au congrès ? En tout cas, la plupart des délégués y sont allés. Krazucki a interrompu son discours pour aller écouter celui du Premier ministre qui expose les mesures de blocage des salaires. Les gens qui nous gouvernent sont tout plein d'habileté politicienne. C'en était sans doute une de faire annoncer aux congressistes une série de décisions contre lesquelles ils avaient bataillé depuis des années — sous un autre gouvernement — par le chef du gouvernement lui-même...

Ces diverses manœuvres laissent deviner les intentions de la direction confédérale : il importe que la locomotive soit sous pression quand le moment sera venu de quitter le train socialiste et tenter de récupérer un peu, et si possible beaucoup, du mécontentement populaire.

#### Une explication

A partir des années 60, la CGT et le PCF lancent leur appareil de propagande sur une ligne de front populaire. Peu à peu, s'y rallient les organisations et groupes de la gauche syndicale et politique. Mai 1968 renforce paradoxalement ce dernier courant, qui enfle au point de minoriser le courant communiste — le PCF perd des voix et la CGT des adhérents.

Dans le même temps, se développe une crise économique grave, structurelle et de longue durée : stagnation, inflation et chômage, qui posera des questions incontournables, des questions de forme de société.

Il importe, à ce moment, que l'appareil central soit cohérent et que soient éliminés ceux qui montrent de l'esprit critique ou des hésitations. Notamment en ce qui concerne l'Union soviétique et le « socialisme réel ». Seul cet appareil permettra les souplesses tactiques nécessaires dans ces temps difficiles.

Ainsi, ce qui s'est passé dans la CGT est de même nature que l'élimination de Fiszbin de la direction de la fédération de Paris du PCF ; les ressorts de telles opérations se trouvent dans la structure même des concepts léninistes et stalinien d'organisation.

#### Quelques chiffres

On peut se demander quelles conséquences vont avoir ces ajustements pour la santé de la CGT. Il y a un resserrement indiscutable du type de recrutement ; en dehors des secteurs traditionnellement pluralistes — le Livre, certains syndicats de la

fonction publique — on peut raisonnablement penser que les adhérents ou sympathisants du PCF resteront seuls militants actifs de la confédération. A cet égard, les formes du rituel du congrès marquent un retour à l'enthousiasme de façade, aux embrassades et jets de confettis qui punctuaient les manifestations de la période stalinienne. C'est un moyen de marginaliser, de ridiculiser les opposants, d'en faire des déviants.

On a beaucoup ergoté sur les chiffres d'adhérents, et chacun sait combien il est difficile de fixer exactement la force numérique d'une confédération syndicale. On peut néanmoins trouver les tendances : par exemple en comparant le nombre de voix représentées au congrès.

En 1978, à Grenoble, étaient représentées 1 280 025 voix pour les actifs ; 60 250 pour les retraités ; total, 1 340 275 voix ; En 1981, à Lille, étaient représentées 1 045 738 voix pour les actifs ; 76 530 pour les retraités ; total, 1 222 268 voix.

Donc 234 287 voix de moins pour les actifs, soit un peu plus de 18% de chute et moins de 118 007 pour actifs et retraités, soit à peu près moins de 8%.

Ces chiffres-là aussi montrent que la CGT subit un effritement continu.

#### L'opposition

Les syndicats oppositionnels étaient peu représentés au congrès ; là aussi une rude sélection avait joué dans les délégations, sans parler de ceux qui ont été exclus dans les mois qui précédaient, telles la section de l'hôpital de Villejuif ou les sections des PTT de Bagnolet.

La Fédération des officiers de marine s'est mise en pointe dans le débat, en montrant le caractère fallacieux du pluralisme tant vanté dans la CGT : « 90%, pour ne pas dire 99%, des membres du CCN appartiennent au même courant de pensée, voire au même parti... »

Ainsi, Alain Chenu se lança dans une philippique serrée des rapports de la CGT avec le « socialisme réel » et les syndicats des pays de l'Est en soulignant que le document d'orientation estimait que « la CGT et les syndicats des pays socialistes fondent leur action sur des conceptions communes de lutte de classes ».

« Cette phrase, continua-t-il, est tout à fait dans l'esprit du dossier diffusé début janvier par le bureau confédéral sur les événements de Pologne. La base de ce dossier était, je résume : On ne peut condamner le coup de force militaire car il faut défendre le socialisme « réel », le socialisme existant dans les pays de l'Est européens. Le parti unique, le rôle dirigeant du parti, les syndicats au service du pouvoir et du parti, voilà fondamentalement la conception de lutte de classes des syndicats des pays socialistes. Que des camarades de la CGT partagent cette conception, c'est leur droit. Ce n'est pas mon cas, ni celui de l'immense majorité des adhérents de ma fédération, ni même celui de

la grande majorité des adhérents de la CGT. Je ne souhaite pas défendre le socialisme réel, car le socialisme existant en Europe de l'Est me fait peur, comme il fait peur à des millions de travailleurs français. Ce socialisme-là, même coloré à la française, même avec un zeste de liberté, je n'en veux à aucun prix ! La défense du socialisme réel ne figure pas dans les statuts de la CGT, ce n'est pas une condition d'adhésion, en faire l'orientation essentielle de la confédération sur les problèmes internationaux relève de l'abus de pouvoir ! »

Avec Alain Chenu et quelques autres représentants de syndicats oppositionnels se trouvent posées — croyons-nous — les bases d'une authentique opposition. Dans la CGT, en effet, la question la plus importante de l'opposition est la nature de ce qui peut être construit ; à partir des militants et des syndicats en désaccord, sera-t-il possible de dépasser les clivages ou plutôt les points de vue politiques « partidaires » et sur quels axes se mènera le combat ? Nous avons la ferme conviction qu'une opposition est latente dans la CGT ; sa cristallisation et son développement sont fonction de l'indépendance et de l'unité de ceux qui s'en réclament, c'est-à-dire de son aspect syndicaliste. Si l'opposition apparaît comme le relais d'un ou plusieurs partis, qu'elle mène un combat anticommuniste, elle restera marginale. Au contraire, si elle apparaît comme syndicaliste, prenant sa force sur la défense des intérêts des travailleurs, elle pourra, avec du travail et de la persévérance, se présenter comme l'authentique porte-drapeau de la vraie CGT — ce que d'ailleurs elle est — contre ceux qui ont transformé la confédération en organisation de masse du PCF.

Plusieurs interventions laissent à penser que les maturations sont en train de s'opérer. Aujourd'hui, concrètement, c'est sur le problème de l'austérité que va se mesurer le degré d'indépendance du mouvement syndical ; ce sera plus encore l'aune de crédibilité de l'opposition. Et nous comprenons mieux l'erreur faite par J.-L. Moynot, qui apparut comme « cédétiste », réformiste, recentré, et tout et tout. Jean-Louis Moynot et nombre d'eurocommunistes appuient l'austérité parce qu'ils pensent en militants soutenant un gouvernement qui gère la société capitaliste et l'Etat actuellement existant ; la direction confédérale apporte un soutien critique — la girouette par grand vent — au gouvernement parce que minoritaire dans ledit gouvernement qui gère leur position, leurs orientations sont divergentes, mais leur point de vue sur le mouvement syndical est le même, celui de militants de la tradition marxiste, socialiste étatiste, qui considèrent que le syndicalisme est la forme élémentaire de l'organisation ouvrière et doit soutenir les partis socialistes — forme supérieure et dirigeante — surtout quand ils dirigent l'Etat. Nous retrouvons là la vieille conception de la social-démocratie d'avant 1914.

Si nous, nous sommes contre l'austérité, c'est parce que nous sommes syndicalistes, que nous savons qu'il n'y a pas d'intérêt général dans les sociétés de classes et que l'Etat est conservateur des rapports de production capitalistes. Enfin, nous n'envisageons pas de gérer l'Etat et la société de classes.

La rationalité de fer de l'économie de marché et des lois du capitalisme amène le gouvernement de gauche à l'austérité — la baisse des salaires directs et indirects pour dégager du profit. Le mouvement syndical doit combattre cette politique avec tous les moyens à sa disposition, pour des raisons de solidarité de classe évidentes et aussi pour maintenir sa crédibilité.

Nous, qui sommes anarcho-syndicalistes, appellerons nos camarades à ce juste combat ; nous pensons qu'il est une étape vers la rénovation de la Confédération générale du travail.

J. TOUBLET

## AU-DELÀ DES ÉLECTIONS !

**L**ES élections régionales auront lieu en pleine canicule, le 8 août, alors que la saison battra son plein de touristes et d'estivants.

Près de mille candidats pour pourvoir soixante-et-un postes. Nous avons fort à parier que le résultat de ces premières régionales se jouera en faveur des élus traditionnels.

Les représentants des clans en Corse, radicaux de gauche, RPR et UDF, surpris au départ par le projet gouvernemental, malgré quelques rouspétances, montrent bien ostensiblement leur facilité à s'en accommoder. Chacun montre sa véritable préoccupation dans l'ambition électoraliste.

En France, le statut particulier attribué à la Corse inquiète et se voudrait rassurant tout à la fois. L'opposition souhaiterait, dans son for intérieur, la politique du pire. C'est-à-dire, afin de pouvoir accuser d'irresponsabilité le pouvoir socialiste, montrer que le statut particulier est un pas vers le séparatisme. Le PS se trouvait dans l'obligation pour réaliser la paix civile de prendre des mesures humanitaires, comme l'amnistie tendant à résorber le contentieux, et des mesures administratives pour gagner la trêve.

Mais déjà, alors que celle-ci semble approcher de sa fin et tandis que les premières élections régionales n'ont pas encore eu lieu, le statut particulier est ressenti par les plus conscients comme un piège. Le mouvement nationaliste corse est divisé sur ce point et pourtant tous semblent conscients de la fragilité et de l'opportunité du projet.

Certains tentent de l'utiliser comme une brèche ; ils se présentent pour se faire entendre tout en prenant le risque de subir un revers électoral qui leur sera ensuite présenté par les partisans de l'Etat jacobin comme le jugement dernier sanctifié par la population locale.

Les ex-régionalistes de l'UPC se rappellent pourtant d'une expérience de ce type...

Il est difficile, lors d'élections, que s'exprime le vrai sentiment de la population car ici — moins à Ajaccio et à Bastia — joue le réflexe de l'appartenance familiale à un clan.

Le clan — cet archaïsme dont l'aspect d'entraide n'est pas à rejeter — est maintenu grâce à une économie squelettique et le maintien de liens coloniaux. Paris est le premier intéressé par le maintien des clans ; ce sont des relais efficaces car ils permettent l'assistanat par l'octroi de pensions, d'emplois en métropole, etc. Dans ce contexte, les élections ne sont pas l'expression d'un choix entre différents candidats représentants différentes options, mais d'abord l'expression d'une clientèle locale fidèle qui n'accorde que peu d'importance à la coloration politique de son représentant et aux alliances contre-nature qu'il ne manquera pas d'établir si le besoin s'en fait sentir.

Après de larges débats, une bonne partie du mouvement nationaliste s'est prononcée pour la dénonciation du caractère trompeur de ces élections. Ce secteur ne participant pas aux élections peut ainsi dénoncer haut et

fort ce qui est considéré tout bas par beaucoup comme un leurre et un piège. Ne pourra-t-on pas dire demain aux Corses : maintenant, vous avez les élus de votre choix, adressez-vous à eux ! Mais alors ceux-là pourront rétorquer que les élections se sont tenues sans que le cadre complet de la loi n'ait été encore voté à Paris. Une fois de plus, politique et irresponsabilité se marient bien. Mais le statut, encore incomplet, prévoit bien déjà que si des décisions prises ne convenaient pas à Paris, celles-ci pourraient être cassées.

En tout état de cause, le processus de décolonisation réclamé par l'assemblée des Comités nationalistes (CCN) n'est pas entamé. Celui-ci devrait répondre à un certain nombre de points qu'il serait difficile de penser que l'Etat jacobin puisse résoudre. Ses pratiques his-

compte pas trois cent mille habitants, à peine plus de vingt habitants au kilomètre carré, dont la moitié sont des allogènes. Le peuple corse, reconnu comme hospitalier par tradition, devenant minoritaire sur sa propre terre, commence à avoir des comportements de rejet vis-à-vis des non-Corses. Le fait de devenir minoritaire sur sa propre terre ne serait qu'une explication incomplète de ce phénomène de rejet. Le Corse sait ne pas appartenir à une race. L'île, située à un des principaux carrefours de la Méditerranée, fut sujette à de nombreuses incursions étrangères dans l'histoire.

Le peuple corse est avant tout une communauté culturelle ; malgré ses divisions, elle reste très homogène, surtout face au problème de la solidarité. Son véritable ciment, le tronc de sa culture, c'est sa langue. Une langue qui ne veut pas mourir, une langue qui reprend le retard de cinquante ans de non-évolution. Les Corses restent prêts à accepter Arabes, Italiens, Sardes, Français, pourvu qu'ils fassent l'effort, au bout de plusieurs années, de s'exprimer en corse et de ne pas constituer des colonies à part.

La communauté qui pose le plus de problèmes est, sans nul doute, la communauté française ; d'abord parce qu'elle emploie nombre de cadres administratifs et puis parce qu'elle véhicule un certain satisfecit qui n'est pas sans rappeler l'heureux temps des colonies. C'est en ce sens que s'explique le phénomène de rejet.

Afin de faire diversion et d'accréditer la thèse que le peuple corse est un peuple raciste, il faut voir comment Antenne 2, pour ce faire, sauta sur l'occasion du meurtre de deux Maghrébins à Ajaccio en mai dernier, alors que les mobiles de ce double meurtre n'ont pas été clairement reconnus, règlement de comptes ou racisme ?

Aux problèmes posés par le maintien de la légion, le problème culturel et la colonie de peuplement, s'ajoute la question de l'université de Corte. Une université tant réclamée et qui est en passe de rester au stade embryonnaire...

Le statut est une nouvelle étape, probablement une des dernières cartes à jouer de l'Etat français. Après les espoirs déçus venant de la création de la société de la mise en valeur de la Corse sur le plan agricole, de la régionalisation, la méfiance vérifiée par la venue de l'envoyé ministériel Libert Bou, l'indifférence marquée pour le passage des grandes vedettes de la politique, la démonstration qu'un gouvernement socialiste en vaut un autre, le problème corse s'amplifie avec le temps.

La pesanteur propre à l'Etat rend cette structure malhabile à comprendre ce genre de situations qui ne s'analysent pas tant avec des chiffres, mais qui, avant tout, se sentent.

Faut-il encore une montée de la violence après les élections du 8 août pour que le gouvernement socialiste, comme ses prédécesseurs, promette de prendre des mesures ?

Groupe Fresnes-Antony



toriques, alliées au fait que chaque Etat se refuse à se voir diminué, explique ce handicap à solutionner le problème corse à la racine.

La présence de la légion sera maintenue à Bonifacio, déclare Henu. La légion constitue à elle seule non seulement un état d'insécurité pour les habitants à cause des méfaits que sont amenés à commettre les légionnaires déserteurs qui ne peuvent s'échapper de l'île, mais de surcroît elle représente une menace permanente face à la libre détermination des insulaires. On parlait beaucoup de dissolution de la légion à gauche, du temps où elle était dans l'opposition...

La Corse souffre d'un dépeuplement et d'un repeuplement par substitution de population. La Corse ne

## QUAND CHIRAC S'INQUIÈTE !

**M**ERCREDI midi, à l'issue du Conseil des ministres, la nouvelle tombe. Le statut électoral de Paris exige que la capitale soit morcelée en vingt communes regroupées dans une commune urbaine. Cette fois, aucune fuite n'avait filtré et le coup au cœur à Chirac a été total.

Il s'agit, en fait, de transformer les vingt arrondissements en vingt villes avec chacune leur maire élu par leur propre conseil municipal. Cela implique la disparition du Conseil de Paris et des Commissions d'arrondissement (organes de réflexion et de concertation).

Mais ça, c'est la vitrine, c'est ce que l'on expose au bon peuple parisien qui se fout bien de cette concertation à la Chirac. Ce que tout le monde a compris, c'est cette basse manœuvre politicienne de la part des socialistes pour tenter d'éliminer Chirac de la scène parisienne. C'est ça le véritable enjeu du débat. Chirac est bien implanté à Paris et a largement travaillé (avec succès) à bétonner sa position. Pour les socialistes, c'est l'homme à abattre, l'épine dans le pied qu'il faut extirper. Tout le

monde est conscient qu'il faut faire vite. D'ores et déjà, les municipales de 83 se préparent activement et la fièvre monte dans les directions de la ville. L'astuce socialiste consiste à lui couper l'herbe sous le pied et lui laisser en pâture la distinction très honorifique (mais au pouvoir bien mince) de Président-maire de cette communauté urbaine. Malheureusement pour les socialistes, c'est une grosse erreur politique. La magouille qu'ils ne peuvent cacher pue trop de la gueule. Chirac a vraiment beau jeu de se défendre et de proposer une consultation populaire pour mettre Defferre au pied du mur.

D'autre part, il n'est pas besoin de creuser trop loin pour voir que ce projet est mal construit, irréflectif. Vraiment, ces socialistes ont l'air de gamins devant cette vieille droite qui n'a plus rien à apprendre en matière de magouilles. Aussi, rien n'est plus facile pour Chirac de mettre en relief l'échec certain des activités techniques de la ville lorsque Paris aura vingt conseils municipaux (et donc, dans ce cas précis, vingt pouvoirs concurrents) d'avis oppo-

sés. Comment ne pas penser à la belle pagaille qui se développerait pour le ramassage des ordures ou l'organisation de grands chantiers par exemple ? Chirac mise aussi très justement sur une conséquence de cette réforme : la pression fiscale accrue sur les Parisiens, conséquence évidente pour tout le monde et que les Parisiens ne pardonneront pas aux socialistes.

Bien sûr, Chirac a la partie belle de dénoncer cette manœuvre avec des arguments valables parfois (il aurait tort de se priver). Maintenant, n'oublions pas que si la réaction de Chirac est si violente, c'est qu'il voit bien qu'il est menacé dans les pouvoirs très étendus dont il dispose. Il n'y a que ça qui compte et qu'il essaie de dissimuler derrière des considérations destinées à faire trembler les Parisiens. Lisons un peu le texte de présentation à sa conférence de presse : le gouvernement « cherche, ni plus ni moins, à supprimer la commune de Paris, à briser l'unité et l'intégrité de la ville dont l'histoire, deux fois millénaire, se confond avec celle de la patrie, incarne tous nos com-

bats pour la liberté et symbolise le rayonnement mondial de la nation ». Un peu plus loin : « Paris, dans la diversité de ses quartiers, est un grand corps solidaire et vivant. Paris bat d'un seul cœur. Paris est unique et le restera ».

Voilà qui ne nous étonne guère d'un Chirac toujours préoccupé de nous embarquer dans la même galère nationaliste. Cette fois, c'est Paris qui est visé. Les ouvriers parisiens (de plus en plus refoulés vers la périphérie) devront-ils faire l'union avec les patrons et les bourgeois parisiens pour continuer à tous voter Chirac ? Le RPR a encore bien des efforts à faire avant de nous faire avaler cette couleuvre.

Non, décidément, nous n'avons pas à nous laisser prendre à ces farces politiciennes. Notre intérêt est ailleurs et notre vision de la gestion de la commune est bien différente de ce gaspillage, prétexte pour les partis politiques à se partager le gâteau. Les municipales de 83 seront pour nous l'occasion d'avancer nos propositions constructives pour une autre gestion qui ne passe pas par l'électora-

lisme et une délégation de pouvoir incontrôlable. La solution viable et rationnelle passe par le fédéralisme, système efficace qui nous permet d'harmoniser les intérêts divergents sans en léser aucun. Nous pourrions ainsi rejeter le pouvoir d'un maire pour autogérer nos affaires communales. Nous en possédons tous la capacité. Pour-quoi abdiquer ?

Marc (groupe Sevrans-Bondy)



**S**E demander pourquoi il y a des expériences pédagogiques, c'est se demander pourquoi l'école. Pour beaucoup de parents et d'enseignants, l'école est toujours le lieu privilégié (voire unique) d'apprentissage et de formation des enfants. C'est alors nier le rôle de la famille, de la rue, de la télé, etc., et nous avons des écoles fermées à la vie, asphyxiées, végétant en respectant des règlements intérieurs vieux de cent ans, obéissant à des programmes venus d'ailleurs, « d'en haut », où les parents n'ont pas le droit d'entrer. Des maîtres et des maîtresses faisant la classe à une trentaine d'élèves pour lesquels la vie commence hors des murs de l'école.

Face à cette situation, des enseignants ont voulu faire autre chose, trouver une autre école adaptée à la vie actuelle et aux enfants. D'abord respecter l'enfant et ensuite ouvrir les portes de l'école. Des expériences pédagogiques ont ainsi vu le jour un peu partout en France : les écoles Freinet, l'école Decroly à Saint-André, celle de la rue Vitruve (ex-expérience Glotton à Paris XX<sup>e</sup>), à la Villeneuve de Grenoble et à la Villeneuve d'Ascq (Lille), dans l'Oise, à Nantes et Saint-Nazaire, dans les Yvelines (Trappes, Les Mureaux, Chanteloup-les-Vignes), etc. Rappelons aussi les « expériences pédagogiques » de Francisco Ferrer en Espagne et de Paul Robin à Certuis.

Pour beaucoup de militants (de diverses organisations), la pédagogie ne résoudra pas les problèmes de l'école. C'est en partie vrai : pour preuve, la récupération des techniques Freinet (mais non son esprit, sa pédagogie qu'on peut d'ailleurs critiquer), mais j'y reviendrai plus loin et je pense qu'en tant qu'enseignant libertaire, je me dois d'« œuvrer » à la formation de femmes et d'hommes autonomes (principes de base de la Coordination des libertaires dans l'enseignement), et là, je pense que la pédagogie a son mot à dire.

J'en prendrai pour exemple une « expérience » menée depuis un an et demi dans une école primaire de Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines.

#### Chanteloup-les-Vignes

Chanteloup-les-Vignes, c'est le Sarcelles d'il y a vingt ans. Au départ, un village tranquille. Soudain, une ZAC apparaît, sans permis de construire, c'est l'affaire, le scandale Aranda, il y a une dizaine d'années. C'est maintenant une cité-dortoir de onze mille habitants dont un fort pourcentage d'immigrés (on compte quarante-cinq ethnies différentes). Cinquante-huit pour cent de la population est composée d'ouvriers (la plupart chez Talbot, O.S.), 17% d'employés et 4% de personnel de service : 79% de la population active entre dans la catégorie des actifs sous-qualifiés. Un logement sur cinq est surpeuplé et les problèmes sociaux foisonnent : chômage (452 personnes recensées en septembre 81), abandons de famille, alcoolisme, dettes de loyer, racisme, délinquance, etc. Quelques boutiques, deux bistros, un terrain d'aventures, pas d'autres loisirs : du béton, du béton : la Défense du pauvre. Une municipalité socialiste depuis janvier 82, qui gère ou essaye de gérer un déficit chronique. Un ostracisme vieux village — ZAC et dans la ZAC, cinq groupes scolaires dont quatre de quatorze classes !..

Après avoir brossé ce rapide tableau, on comprendra mieux le désarroi des enfants, mal à l'aise (ou rejetés) chez eux, l'ennui dans la cité où rien n'est prévu, la délinquance juvénile y fleurit bien.

Dès leur entrée à l'école, dans des classes chargées, ces enfants sont en échec, scolaire et social. En échec de par leur situation familiale et socio-économique, de par leur culture différente de celle imposée par l'école, de par le propre échec scolaire de leurs parents (le CEP constitue pour 71% de la population adulte le plafond de scolarisation), et phénomène de reproduction sociale : ils seront O.S., chômeurs, délinquants sans aucune prise sur leur propre vie. Et ils entrent dans des écoles où, par esprit d'« égalité », les enseignants nient leur vie et leurs problèmes et leur sortent *Daniel et Valérie* et autres manuels scolaires.

C'est dans ce contexte, et à cause de ce contexte défavorable (car trop d'expériences pédagogiques ont lieu dans des milieux favorisés) qu'une école a voulu faire autre chose afin que ces enfants ne soient plus en situation d'échec scolaire et social et accèdent à l'autonomie.

Dix enseignants (quatre primaires et six maternelles), forts de leur propre expérience, de leurs choix politiques et sociaux, de leurs lectures (Summerhill, Ivan Illich...) ont voulu donner une chance à ces enfants proches du Quart-Monde, du lumpen prolétariat pour beaucoup d'entre eux.

#### L'expérience pédagogique de Chanteloup-les-Vignes

Il s'agit donc d'une école primaire de quatre classes (six l'an dernier) travaillant en étroite relation avec la maternelle voisine. Les enseignants y travaillent en équipe (le maître n'est plus omniscient, n'est plus maître ; cf. ML n° 393 du 19 mars 81), avec l'aide de parents qui apportent une aide technique (couture, pein-

ture, bricolage...) et une ouverture sociale et affective importante envers les enfants.

Ce sont les enfants eux-mêmes qui, chaque jour, décident du travail qui sera effectué, « Toute éducation doit devenir personnelle » (Max Stirner), et l'enfant en reprend ses apprentissages à son rythme, avec tous les tâtonnements dont il a besoin, en utilisant ses erreurs pour aboutir à sa solution (apprentissage scolaires, mais aussi apprentissages sociaux), et il sait qu'il n'est pas seul : ses copains, les parents travaillant dans l'école, l'équipe enseignante, sont là pour le soutenir, l'aider, l'écouter.

## UNE AUTRE



## ÉCOLE

Une réunion de coopérative a lieu chaque semaine pendant laquelle les usagers de l'école débattent de divers problèmes qui se sont posés, ce qui amène les enfants à « une vie morale collective permettant la prise en charge de tous les problèmes, sans interdits et sans référence à une quelconque morale officielle » (cf. « Le Projet d'école » du SGEN-CFDT, cf ML n° 420 du 26 novembre 81). Les enfants, à travers les réunions de coopérative, gèrent également le budget de l'école (premier pas vers l'autogestion). Bien évidemment, il n'y a aucune prépondérance de voix lors de ces réunions, la voix de l'enfant de classes primaires a autant de valeur que celles d'un grand ou d'un adulte.

Les enfants décident de projets (décoration extérieure de l'école, fête, voyages, journal, élevage, etc.) et se chargent entièrement de leur réalisation : financement, courrier administratif, etc. Ainsi l'école s'ouvre sur l'extérieur (les enfants sortent de l'école, les adultes y entrent) et le statut social de l'enfant commence à être reconnu.

C'est à travers ce travail que l'enfant s'approprie individuellement les connaissances dites fondamentales (lecture, français, maths). La lecture s'y acquiert naturellement, en lisant, chacun selon son rythme, son envie, son besoin ! pas de leçons marathons collectives abrutissantes et assoupissantes décourageant de la vraie lecture. Un peu comme les autodidactes, l'enfant lit, il n'apprend pas à lire. Il apprend cependant à se prendre en charge, à être (tout de suite et non dans un éventuel futur) autonome et responsable (pléonasm).

Bien sûr, cela ne se fait pas sans poser de difficultés. D'abord, les enseignants eux-mêmes avec leurs problèmes propres et qui se sont toujours libérés des soucis de programmes, de connaissances à faire acquiescer « à tout prix », de futur passage en sixième. Ensuite, les parents qui ne connaissent que l'école par laquelle ils sont passés, où ils ont échoué mais qu'ils réclament pour leurs enfants. Et comment leur en vouloir ? Les enfants eux-mêmes, non habitués à être libres, responsables, et qui, dans un premier temps, détruisent. L'anxiété compréhensible des parents dont l'enfant n'a pas de cours de lecture, de maths, de devoirs. Il y a aussi les instits des autres écoles qui refusent et rejettent l'expérience en question, la combattent et rêvent de l'enterrer tant elle remet en cause le rôle de l'insti, seul maître en classe. Mais il y a la joie des enfants à venir à l'école et à y travailler.

Nous en sommes venus à réclamer et obtenir que Chanteloup-les-Vignes soit ZEP (Zone d'éducation prioritaire). Bien sûr, il vaudrait mieux que toute la France soit une ZEP, mais à l'heure actuelle, où les frais scolaires sont payés par la commune, ce sont les communes riches qui donnent le plus à l'école (Versailles, Saint-Germain-en-Laye, par exemple, et pour rester dans les Yvelines), alors que les communes pauvres, où il y a le plus de besoins, donnent un minimum à peine vital. La ZEP à Chanteloup apportera des moyens financiers et en personnel supplémentaires, mais devrait également amener les enseignants à réfléchir sur leur rôle social.

#### Limites des expériences pédagogiques

Grâce aux expériences plus anciennes (Freinet, Decroly, Vitruve...), on peut affirmer qu'un enfant issu de ces écoles réussit scolairement aussi bien qu'un autre en CES. Après un temps d'adaptation plus ou moins long, il peut réussir ses études, ayant appris à chercher et à trouver par lui-même et, de plus, il saura se prendre en charge sans s'en remettre à un prof, un maître, un chef, un guide, etc.

Le premier danger pour ces expériences pédagogiques est de se refermer sur elles-mêmes et ainsi s'enfermer dans un ronronnement aseptisé en vase clos, sans prise sur l'extérieur. C'est un peu ce qui est arrivé au mouvement Freinet.

Le deuxième danger, contrepied du premier, est de vouloir de son expérience la panacée et de l'imposer aux autres. Une critique et une remise en cause continues sont indispensables.

Mais le danger, la limite essentielle à toute expérience pédagogique remettant en cause la relation enseignant/enseigné est de croire que la pédagogie, seule, peut résoudre tous les problèmes de l'école, voire de la société, c'est de tomber dans la « pédagogie ». Dans un premier temps, le combat mené par les enseignants pour se faire connaître par la profession (collègues, inspections, ministère) ou par l'extérieur (municipalités, parents...) évite de tomber dans cet écueil et aguerrit les enseignants. Le combat pédagogique effectué dans ces écoles n'est qu'un grain de sable et ne peut être valable et efficace que si parallèlement on se bat contre notre propre hiérarchie, contre l'inspection, contre des budgets misérables (cf. ML n° 435 du 11 mars 82, *La Guerre des écoles*, des instits du groupe d'Angers, sa conclusion) ; mais aussi aux côtés des autres travailleurs, parfois parents de nos propres « élèves », parfois nos anciens « élèves » afin que tous soient reconnus, considérés et traités comme étant libres par d'autres hommes libres et par tous les hommes qui les entourent (Bakouine).

Que le SGEN-CFDT couvre la plupart de ces expériences peut gêner certains par le côté catho de la CFDT. Mais personnellement, tous les enseignants, engagés dans ces combats, que je connais, sont athées et ne demandent pas mieux que les autres syndicats participent à ce combat. Mais le SNI-PEGC semble se contenter de ses luttes intestines de tendances, de corporatisme et de non-intervention pédagogique ; quant à l'USNEF (CGC), on n'est pas cadre pour rien, et quand on réclame un statut particulier pour le directeur d'école, on ne peut se battre contre les hiérarchies ; et les autres syndicats sont pour ainsi dire inexistantes dans le primaire.

#### En conclusion

Est-ce en faisant cours à des élèves assis sagement bras croisés sans droit à la parole, à l'initiative, à l'erreur, que l'enseignant, de surcroît libertaire, formera des êtres libres et autonomes ? La réponse est évidente. C'est à partir de ce constat qu'ont surgi les expériences pédagogiques. Dans ce domaine, tout est possible. Il suffit d'y croire, de le vouloir et de lutter, de se battre. Toutes les critiques (positives, négatives), toutes les propositions, suggestions, idées, sont les bienvenues, afin que les enfants puissent s'épanouir libres et autonomes. A eux (avec nous ?) de lutter dans la société dans laquelle ils veulent vivre, car l'enfant « n'appartient ni à la société ni à sa famille, mais à sa future liberté » (Bakouine).

J.-P. BERRAUD

**L**A Réunion : un petit bout de terre volcanique perdu dans l'océan Indien. Pas si perdu que ça ! Puisque composante des Mascareignes, île sœur de l'île Maurice dont dépend le petit paradis de Diego-Garcia, l'immense port-avions statique américain.

Sur la route du pétrole, pas loin de l'Afrique du Sud, le pays de l'apartheid, au racisme institutionnalisé avec qui elle entretient d'excellentes relations, elle est extrêmement militarisée : centre du FAZOI (Force armée zone océan Indien), composant de la super armada qui sillonne cette zone névralgique que se disputent les impérialismes américain, soviétique, chinois, français (et j'en oublie certainement !).

Colonie française sous-développée (n'en déplaise à Brice Lalonde qui la situait dernièrement dans les pays développés) (1) elle a une structuration sociale très particulière, résultante de la départementalisation et du « débrièvement ». Une forte minorité de « zoreilles » (2) (militaires, flics, profs, curés et représentants de commerce en tout genre) et les classes moyennes réunionnaises, créées de toutes pièces depuis 1946, sont devenues le modèle auquel on ne parvient que par l'assimilation du français, la langue de l'Etat et de l'administration, la langue d'une classe sociale spécifique : la bourgeoisie au service du colonialisme français.

Cette classe est le plus ferme soutien de la politique coloniale. Réformiste dans les périodes d'opulence et de sécurité, elle est prête à accepter certains changements dans les formes, à faire diminuer la misère endémique des classes pauvres sociologiquement majoritaires (300 000 personnes sur 500 000 relèvent de l'assistance) ; sur le fond, elle n'est prête à accepter aucune retouche. Dès que la peur la prend, et que commence à fleurir le terme d'indépendance, elle se met à paniquer en se regroupant dans diverses organisations d'extrême-droite. La dernière en date est le FMD (Front militant départementaliste) dirigé par Paul Bernard, maire de Saint-Paul, et Jean Fontaine, député-maire de Saint-Louis, fascistes notoires, dont les exploits parfois sanglants seraient trop longs à dénombrer (pour l'exemple, je ne citerai que l'affaire Rico Carpaye, militant de gauche du bidonville du Cœur-Saignant au Port, assassiné lors d'une manifestation populaire par les nervis des deux nazillons cités plus haut).

Les leaders de ces organisations réactionnaires sont généralement recrutés parmi les « gros-blancs » (coloniaux locaux détenteurs d'immenses propriétés agraires qui pratiquent encore dans les faits une certaine forme d'esclavage en employant des salariés corvéables à merci). Ces notables, dont la méchanceté n'égale que la bêtise, sont les véritables dirigeants de l'île.

La situation politique de l'île est en fait totalement bloquée : 1) la droite ultra (euphémisme pour qualifier les fascistes locaux) tient les deux assemblées, la majorité des mairies, et n'est prête à aucune concession ; elle a pratiquement exclu de ses rangs des éléments les plus « modérés » qui, sentant pointer à l'horizon le souffle de l'explosion sociale, prônaient sous un verbiage pseudo

humanitaire et paternaliste le consensus et la paix sociale pour construire et développer la Réunion ;

2) d'un autre côté, la gauche ne peut présenter aucune alternative crédible. En effet :

a) le PS ne cesse de scissionner depuis le 10 mai (ainsi, divers groupes ont-ils rejoint la droite par peur de l'autonomie interne, premier pas selon eux vers l'indépendance. Ils sont aujourd'hui en pleine déconfiture). La fédération socialiste de l'île, quant à elle, virevolte d'ambiguïté en ambiguïté et de contradiction en contradiction, tenant un discours souvent réactionnaire, ne remettant surtout pas en cause le système capitaliste et sa spécificité locale, le colonialisme (comme en témoignent encore les positions de Iarnac lors de sa prestation télévisée face à... Bénard, le 14 mai) ;

b) le PCR (Parti communiste réunionnais), après avoir tenu pendant des années un discours prônant l'autonomie interne, vient de faire une volte-face qui est la preuve, si besoin était, de son affiliation ombilicale avec le PCF dont il recopie d'une façon caméléonesque les virevoltes et les changements de tactique de l'a-

plés dans toutes les villes de l'île, souvent sans eau ni électricité (mais en revanche inondés à chaque période cyclonique ; les « cases » en dur étant réservées aux Européens ou couches aisées réunionnaises).

Ces classes populaires créolophones et monolingues dans leur quasi-totalité se retrouvent dans une attitude psychologique caractéristique du colonialisme français. Les gens n'ont pas confiance en leur langue. Pire, ils ont honte de celle-ci, ils la méprisent, ils perdent confiance en eux-mêmes. Dans une société qui nous juge à notre manière de parler, le « nou gagn pa kozé » (4) se transforme vite en « nou lé pa capab » (5).

Le français, la langue et la culture, deviennent des modèles perçus comme une référence. La dévalorisation de la langue créole implique la dévalorisation de ceux qui la parlent, à savoir les classes populaires, réunionnaises. Victimes d'un échec scolaire énor-

ales, seules décisionnelles, refus des manipulations, etc. (la cité scolaire du Butor est, après celle de Tampon, la plus grande de l'île : cinq mille lycéens, 1% de la population totale réunionnaise). L'échec de cette grève fut le résultat d'une alliance objective et dénoncée par tous : des parents d'élèves réactionnaires, de l'administration de la mairie de Saint-Denis (RPR), des staliniens du bureau du foyer et du proviseur candidat socialiste aux dernières élections cantonales.

A la même époque, les frères Adecalom occupaient les terres de l'ONF dans la forêt de l'Etang-Salé (sud de l'île). Derrière le slogan : La terre est à celui qui la travaille, ils mettaient en avant plus ou moins consciemment le concept de possession contre celui de propriété. Ils réitéraient en pratique, par leur lutte, la démonstration de Proudhon : La propriété, c'est le vol.

Le GSA (Groupe de solidarité Adecalom) qui se constitua, se mit à lutter dans l'île pour l'occupation des terres, revendiquant parallèlement le droit à la culture et à la langue créole.

## LA RÉUNION : UN COIN DE PARADIS QUI PUE LA FRANCE DU COLONIALISME

Si la lutte des frères Adecalom, réprimée puis étouffée, fut une échauffourée, elle reste un exemple gravé dans la conscience collective de nombre de salariés agricoles réunionnais et des militants révolutionnaires de l'île : tôt ou tard, elle fera des émules. On peut même penser que c'est chose faite : depuis quelque temps en effet, à Grand-Coude (Hauts du sud de l'île), des paysans tentent de s'organiser en syndicat indépendant de tout parti, pour développer cette région abandonnée à la villégiature de la bourgeoisie saint-pierroise. Moins radicaux, ils tentent grâce à la pratique constante de l'entraide de s'organiser et de monter une expérience qui, si elle paraît moins spectaculaire, n'en est pas moins aussi intéressante. A suivre, donc.

Parallèlement, divers groupes culturels militants sont apparus, poussés par ce mouvement populaire. Ils avaient mûri avec l'apparition et le développement d'une littérature créole militante de qualité. Maturation individuelle puis collective sous l'égide du MCR (Mouvement culturel réunionnais) et des éditions « Les Chemins de la liberté », associations qui, aujourd'hui, n'existent plus et dont les militants s'embourbent dans des revendications nationalistes ou communales.

Ziskakan, le tout premier qui revendiqua publiquement l'utilisation de la langue créole, eut droit à tout le train d'interdictions, de menaces et de représen-

sions possibles et imaginables. Le groupe, qui marche sur des structures de type autogestionnaire, est devenu une véritable institution. Phénomène qui, en contrepartie, a nettement diminué ses potentialités révolutionnaires, réelles au départ. Aujourd'hui, il se tourne vers une œuvre plus artistique que militante ! Au vu du résultat, on ne peut le déplorer totalement. La caution que certains de ses militants semblent donner au gouvernement pseudo-progressiste des Seychelles (défenseur du créole, il est vrai, mais est-ce suffisant ?) ainsi qu'à celui qui gouvernera sans doute bientôt Maurice (la coalition MMM/PSM) laisse perplexes. On pourrait citer également les manipulations du PCR à leur égard, contre lesquelles ils n'ont réagi que mollement, ainsi qu'une sensibilité nationaliste qui tend à percer derrière le discours de certains de ses membres.

D'un autre côté, la « Troup Flamboyant » et les actions qui tournent autour du parti de Daniel Hoareau sont plus intéressantes. On peut y sentir l'émergence d'une pensée libertaire, non enracinée dans des traditions militantes mais dans un vécu spontané, un refus viscéral du politique (insoumission et antimilitarisme militant, militantisme pour la culture et la langue créoles, refus des commissions et des débats bon chic bon genre).

De ces expériences, et en particulier de la dernière, peut naître un anarchisme. En France, puisque c'est contre le colonialisme français qu'elles luttent, nous devons prendre conscience que ces combats populaires autonomes, et surtout affirmer réellement et concrètement, à chaque occasion, le principe fondamental de solidarité internationale.

C'est par la rencontre entre ces mouvements d'émancipation et la tradition anarchiste que pourra seulement se débloquent la situation dans cette région. Par la révolution sociale, le socialisme libertaire, qui fut autrefois mis en pratique dans la grande île sœur de Madagascar.

« Ceux qui ne peuvent se rappeler l'expérience sont condamnés à la répéter » (Santayana).

Ici comme ailleurs, la liberté ne pourra naître que de l'émancipation autonome des travailleurs, contre tout phénomène nationaliste qui ne peut qu'en tuer la substance révolutionnaire ; phénomène insidieux qui s'installe partout comme la gangrène sur un membre moribond, si on ne le surveille pas constamment. Il ne peut en rien libérer les classes populaires du Tiers-Monde : au contraire, il n'est que la couveuse de l'œuf du serpent. Cette prise de conscience est essentielle pour tuer tous les mythes pseudo-révolutionnaires qui nous polluent.

Ici comme ailleurs, le socialisme ne peut être qu'anarchiste.

Philippe  
(individuel de la Réunion)

(1) Conférence à Saint-Denis de la Réunion, avril 1982.

(2) métropolitains.

(3) Source INSEE : panorama de l'économie de la Réunion 1981. En fait, les chiffres sont nettement supérieurs, n'étant comptés que les chômeurs officiels.

(4) « Nous ne savons pas parler » (sous-entendu le français).

(5) « Nous ne sommes pas capables ».

(6) Chiffres officiels eux aussi en dessous de la réalité.

# LUCIEN TRONCHET EST MORT

**L**UCIEN Tronchet est mort le 24 février dernier. Militant anarcho-syndicaliste depuis 1920, il a participé à toutes les batailles sociales en Suisse.

En 1902, il naît à Genève en pleine grève des ouvriers du bâtiment pour la semaine de 60 heures. Cette action fut la première grève générale de Suisse romande.

C'est dans ce contexte qu'il vécut une enfance très pauvre à Carrouge, une des villes les plus déshéritées des environs de Genève. Au sortir de la Première Guerre mondiale, après avoir exercé quelques petits métiers, il se fera muté à Granges chez un boulanger-pâtisier pour avoir commis quelques petits larcins, et le 14 novembre 1918 il assiste à la fusillade des grévistes de Granges. Ces trois morts, il ne les oubliera pas et ils pèseront lourd sur sa vie de militant anarcho-syndicaliste.

Après avoir terminé son apprentissage de boulanger et ne trouvant pas de travail, il sera embauché comme maçon à Genève chez ces ouvriers du bâtiment, animateurs de la grande grève victorieuse de 1918. Il rejoindra des anarchistes investis dans le combat syndical. Entre les deux guerres, ce sont les années difficiles du mouvement ouvrier où les syndicats devront repartir à zéro. Lucien Tronchet s'y emploiera et s'inscrira dans un climat social de plus en plus agité. Le 1<sup>er</sup> juillet 1922, c'est la naissance de la Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment. La FOBB s'affiliera à l'Union syndicale suisse. Lucien Tronchet y adhère en 1926 et va y préparer la grève des maçons deux ans plus tard. Parallèlement, il aura à lutter et à défendre l'indépendance syndicale vis-à-vis des « moscouitaires », ces communistes attachés à éliminer toute opposition à la politique des « 21 conditions » de la III<sup>e</sup> Internationale. Ce souci d'indépendance syndicale restera toujours un des fils conducteurs de l'action de Tronchet.

Dans les années 30, Tronchet deviendra un des responsables de la LAB (Ligue d'action du bâtiment). Cette organisation d'action directe avait été créée à cause de la résistance patronale à appliquer les conventions collectives. Les irrégularités étaient nombreuses et portaient surtout sur le non-respect des horaires de travail. La LAB intervenait pour fermer le chantier et stopper toute activité. A chaque fois, la presse bourgeoise hurlait au scandale contre les syndicats ouvriers. Tout de suite, la FOBB lança deux mots d'ordre : « Tout ouvrier acceptant de travailler à des conditions inférieures à celles du contrat collectif se rend coupable de trahison » et « Tout travail exécuté en dehors des règles du contrat collectif sera démolli immédiatement ou plus tard ». Dans ces conditions d'activité syndicale intense, la pression policière s'accroissait contre la Ligue d'action. Après un incident minime, quatorze militants passent en procès. Ce procès sera si houleux et la solidarité si forte envers les inculpés que tout le monde, y compris Tronchet, sera acquitté. Ce procès sera le premier d'une longue série.

Dans une Europe où la montée du fascisme crée de nouvelles tensions, les tentatives ouvrières pour endiguer ce totalitarisme sont nombreuses et répétées. Ainsi, le soir du 9 novembre 1932, un pseudo-tribunal fasciste avait décidé de juger des leaders socialistes au cours d'une réunion publique. Les manifestations de protestation étaient importantes, mais ne menaçaient en aucune façon le corps d'armée qui entourait la salle. Pourtant, l'armée tira. Il y eut treize morts et soixante-cinq blessés. Lucien Tronchet sera, bien sûr, parmi ceux qui feront partie de la rafle policière qui suivit. Il sera acquitté une nouvelle fois au vu des preuves insuffisantes, alors que d'autres ouvriers seront condamnés à la prison ferme. Une fois de plus, aucune inculpation militaire ou fasciste n'avait eu lieu. Le véritable terrorisme social était resté impuni.

Des procès, Lucien Tronchet en connaitra d'autres. Ainsi, en

1935, commence pour la FOBB une intense campagne d'agitation pour des logements occupés par les ouvriers qui ne soient pas des taudis. De grandes affiches sont placardées en grand nombre. Tracts, pamphlets foisonnent. Bientôt, l'opinion publique commence à réagir et à s'émouvoir. La destruction des taudis est envisagée rapidement et les démolisseurs entrent en action dans la nuit du 4 décembre 1935. Trente syndicalistes commencent à défoncer les toitures et les fenêtres ! Au matin, les autorités genevoises cèdent devant la détermination de ces anarcho-syndicalistes se battant contre les taudis et la tuberculose qui y sévit. A l'issue de cette action, seul Tronchet sera arrêté et passera en jugement où il sera condamné à un mois de prison ferme et à une forte amende.

Dans le même état d'esprit, en 1978, Lucien Tronchet sera appelé à soutenir l'action des squatters dans le quartier des

Grottes à Genève. Gageons qu'il l'aurait fait encore lors de l'évacuation des squatters de Genève par la police en mai dernier (voir article ci-dessous) si la mort ne l'avait pas interrompu.

En juillet 1936, il prendra des initiatives concrètes de solidarité avec les compagnons de la CNT/FAI. Diffusion de l'information en provenance de la CNT dans *Le Réveil anarchiste* — *Il Rivesglio*, voyages en Espagne avec Bertoni, envois d'armes, etc. Comme d'autres anarchistes à l'étranger, il apportera ainsi son aide aux anarchistes espagnols dans la construction d'une société libertaire.

Anarchiste, il l'était et il le restera en 1940 quand il recevra sa feuille de route. Ce sera sa deuxième insoumission après avoir refusé de rejoindre l'armée en 1920. En mars 1940, il passe devant le tribunal militaire et demandera à son ami Bertoni de plaider pour lui. Ce sera l'occasion de réaffirmer que la défense d'un pays n'est que la sauvegarde d'un certain état social dont les bénéficiaires sont les classes dirigeantes. Le tribunal lui infligera finalement huit mois d'emprisonnement et cinq ans de privation de droits civiques. Et Tronchet retourne en prison !

La guerre n'arrête pourtant pas l'activité syndicale, les grèves sauvages se multiplient un peu partout en Suisse. Elles débou-

chent, dans l'immédiat après-guerre, sur la revendication des jours fériés payés (« Jours fériés, jours de misère »). Malgré la pression syndicale, les patrons tiennent bon et à Pâques, en 1946, c'est la grève organisée par Tronchet qui se déclenche. Cette grève mémorable se terminera par une bagarre et la prise d'assaut de l'hôtel de ville de Genève.

Les patrons cèdent et accordent les jours fériés, sauf le 1<sup>er</sup> Mai !

Malgré tout, Tronchet, secrétaire syndical, pouvait se féliciter, à juste titre, d'employer des méthodes de luttes radicales et anarcho-syndicalistes.

Cette lutte sur le terrain économique n'a pas empêché Lucien Tronchet de s'engager dans d'autres combats : libéralisation de l'avortement, antimilitarisme, création de coopératives de production et de logement, etc.

En 1968, Tronchet parvient à l'âge de la retraite et peut se consacrer entièrement à ce mois de mai où la mémoire ouvrière refait surface. 68, c'est aussi la renaissance du *Réveil anarchiste*.

Tronchet va y placer ses espoirs et songe au redémarrage du mouvement anarchiste en Suisse. Ce sera l'un de ses derniers combats. Cette lutte pour la dignité ouvrière était et demeurait pour lui le combat universel pour la dignité de l'homme.



## Quand les policiers-alpinistes délogent les squatters de Genève

**N**OS compagnons du groupe libertaire « Buenaventura Durruti » de Genève nous ont envoyé des informations sur les méthodes policières suisses.

Lundi 24 mai, la gendarmerie genevoise s'est livrée à une véritable opération de commando pour déloger la trentaine de squatters qui occupaient l'immeuble 10, avenue du Mail. Pour pénétrer dans l'immeuble, ils ont dû faire des descentes en rappel, franchir des barrages de barbelés et forcer des portes. Les squatters qui n'étaient pas à leur travail furent interpellés alors que les flics « déménageaient » les objets personnels et détruisaient les aménagements intérieurs.

Les habitants du quartier étaient loin d'apprécier la brutalité des flics. De ce fait, les effectifs ont dû être renforcés devant le nombre grandissant de manifestants pacifiques qui entendaient protester contre les interpellations très sèches.

Le 25 mai, début d'affrontements avec la police aux Grottes qui vient déloger un squatt en force. Après les interpellations d'usage, les flics ont pu se frayer un chemin malgré la cinquantaine de manifestants qui les attendaient.

Depuis le 26 mai, des squatters se sont installés dans les locaux du rez-de-chaussée de l'université de la rue de Candolle (Genève) jusqu'à ce que leur relogement soit assuré. Le recteur de l'université s'est rendu sur place et après discussion, s'il se déclara opposé à ce genre d'occupations, il se refusa à faire appel aux flics. Réaction positive justifiée par le parfait état des locaux chaque matin.

Pendant que la Chambre immobilière dénonce les squatters comme « une menace certaine sur le problème du logement » et que l'aumônier des écoles secondaires cherche à réconcilier, encore et toujours, les flics avec la jeunesse genevoise, la Fédération des associations de quartiers et d'habitants s'organise, ouvre des logements et les réhabilite. La FAQH entend dénoncer ce « cercle vicieux des occupations-évacuations » qui subsistera tant qu'il restera un millier de logements vides à Genève et deux mille demandes urgentes (donc uniquement celles connues et officiellement recensées). A Genève ou à Zurich, les besoins en logements pourraient être facilement couverts s'il n'y avait pas cette spéculation de la part des agences immobilières ou des propriétaires. C'est pour combattre ce droit à la propriété privée qui justifie tous les abus et pour obtenir le droit à un logement décent pour chacun que le groupe « Durruti » soutient les squatters de Genève. « Le droit à un logement passe avant le droit à la propriété. »

# CINQUANTENAIRE DE LA MORT DE MALATESTA

**A**u sein du mouvement anarchiste, Malatesta fait figure du prototype même du militant toujours fidèle à lui-même et à un idéal de justice et de liberté qu'il défendra avec une égale ferveur toute sa vie. Malatesta constitue un exemple remarquable de cohérence révolutionnaire. Son incroyable activité militante s'échelonne sur plus d'un demi-siècle et le voit mêlé, en Europe comme en Amérique, aux vicissitudes du mouvement anarchiste, du congrès de Saint-Imier jusqu'aux débats sur le platformisme des années 30.

Et pourtant, jusqu'à il y a quelques années, on pouvait dire que Malatesta était largement méconnu en France. Depuis, plusieurs rééditions de ses brochures et la parution de recueils d'articles de lui sont venues combler en partie cette lacune. En partie seulement puisque l'apport spécifique de Malatesta au mouvement italien et international reste encore en très grande partie à découvrir.

Plutôt patricien que théoricien, trop souvent certains ont voulu voir dans son activité celle d'un propagandiste, infatigable certes, mais qui s'est borné à accomplir une œuvre de systématisme et de divulgation des doctrines anarchistes en lui déniaient tout apport original. Cela est, à notre avis, sous-estimer lourdement l'apport de l'anarchiste italien. Les problématiques soulevées par Malatesta, loin d'être dépassées, continuent de présenter une très grande actualité.

A Malatesta, plus encore peut-être qu'à Kropotkine lui-même, revient le mérite d'avoir contribué le plus à donner à notre mouvement son expression politique la plus achevée. Pendant toute sa vie militante, Malatesta aura mené un effort constant de clarification théorique visant à mettre en lumière les fondements sociaux et éthiques de l'anarchisme. Un anarchisme fondé sur la cohérence des moyens et des fins ; un anarchisme sans adjectifs, large, pluraliste, anti-dogmatique, qui s'appuie sur l'analyse des faits, mais qui ne fait aucune concession sur les principes.

## Un anarchisme social

Après une première période de jeunesse pendant laquelle Malatesta se montre encore trop tributaire de schémas insurrectionnels quarante-huitards, et qui relèvent d'un vieux fond de blanquisme partagé par tous les anarchistes à ce moment-là, celui-ci se rendra vite compte qu'une révolution faite par un seul parti, sans l'appui des masses, conduirait à une nouvelle dictature. Rompant résolument avec les tergiversations de l'époque, il propose la lutte au sein des masses, pour les grèves et les revendications ouvrières, renouant ainsi avec la tradition ouvrière de Saint-Imier. Le discours de Malatesta est un discours de classe, cependant il s'adresse indistinctement à tous

les exploités de la société bourgeoise (paysans, ouvriers ou intellectuels). Parfois aussi, il préférera employer la notion de peuple à celle de prolétariat, sans pour autant verser dans le populisme interclassiste.

Le souci constant d'être avec le peuple, partager ses aspirations, se mêler à lui, constitue sans doute un des traits spécifiques de la démarche malatestienne. Mais contrairement à d'autres, il se refusera toujours d'idéaliser les classes ouvrières, d'indiquer un « sujet » révolutionnaire privilégié, et il se montrera toujours critique vis-à-vis des possibilités révolutionnaires intrinsèques des exploités.

Profondément humain dans sa démarche, Malatesta fera de la réalisation d'une société anarchiste l'accomplissement d'un idéal commun à tous les hommes. S'opposant à toute violence inutile, à tous les fanatismes d'une idée, son discours éthique s'accompagne toujours cependant de la reconnaissance de l'existence de la lutte des classes et de l'emploi nécessaire et indispensable de la violence révolutionnaire pour en venir à bout.

## Vouloir l'anarchisme

Notre société, fondée sur l'oppression de l'homme par l'homme, ne mourra pas de ses contradictions internes ; les chances de réaliser une société libertaire ne dépendront pas des lois de la société, d'une évolution interne quelconque. Si l'histoire devait nous prouver quelque chose, ce serait plutôt le contraire : partout, l'exploitation a triomphé et triomphe. C'est à nous et avec nous, tous les exploités, tous les révolutionnaires, de conquérir un nouveau monde. L'anarchisme, pour Malatesta, n'est point une chose inéluctable, mais un choix de société nécessaire qu'il nous revient de concrétiser. De ce point de vue, l'actualité de la pensée de Malatesta est particulièrement présente. A une époque où l'absence de choix apparaît la caractéristique principale du mouvement révolutionnaire, où les seuls possibilités de changement social qui nous sont offertes passent par un pâle réformisme, vouloir l'anarchisme, affirmer notre choix libertaire doit permettre de briser le cercle du consensus social.

L'anarchisme de Malatesta n'est cependant jamais de l'« idéalisme ». Faire de celui-ci le défenseur d'un idéal anarchiste a-temporel, dont les canons ont été formulés une fois pour toute et qui contiendrait déjà toutes les réponses possibles, est une démarche profondément fautive et qui constitue une négation flagrante, autant de l'esprit que de la lettre de l'enseignement malatestien. Son anarchisme est profondément ancré dans l'histoire et s'efforce d'apporter des réponses aux questions de l'histoire. Son idéal anarchiste ne reste pas dans les nuages, mais se modifie au contact de la réalité.

## Une approche politique

Au fond, l'approche de la révolution sociale par Malatesta est essentiellement « politique ». Qu'il s'agisse de son insurrectionnalisme, du « parti » anarchiste, du problème des alliances révolutionnaires, sa préoccupation constante sera de rendre compte des conditions qui rendent possible la rupture révolutionnaire et de les intégrer dans son discours militant.

A un moment de notre histoire, quand tout effort organisationnel, tout accord stable entre les groupes, voire l'idée même d'un congrès étaient perçus par un Grave comme « des vestiges du parlementarisme ou « des formes surannées d'or-

résoudra de façon empirique en 1914, pendant la semaine rouge, ou en 1920, pendant l'occupation des usines. Mais le rôle que doivent remplir les anarchistes est considérable : minorité agissante, elle doit pousser les masses « à faire » par elles-mêmes. Les éduquer, leur montrer l'exemple, les gagner à nos idées, bref impulser dans le mouvement de révolte populaire l'élan libertaire nécessaire pour éviter qu'il retombe dans les ornières du passé. « Une révolution ne sera anarchiste que dans la mesure de nos forces », écrira-t-il. La construction d'une société anarchiste ne se fera pas d'un coup, mais par étapes, étapes marquées chacune par une rupture révolutionnaire. Le gradualisme de Malatesta n'est ni du réformisme ni la reconnaissance d'une période de transition, mais la tentative la plus poussée pour définir l'attitude des anarchistes avant, pendant et après la révolution.

## Le révisionnisme de Malatesta

Malgré son souci constant et acharné de mettre en valeur et de sauvegarder la spécificité de l'anarchisme contre toute « déviation » du mouvement (individualiste, terroriste, syndicaliste, bolchévique), Malatesta n'en fut pas moins un « révisionniste » de l'anarchisme. Toujours, il s'efforcera de faire coller l'anarchisme à la réalité sociale en dénonçant les mythes faciles dont les militants se nourrissaient, d'aller à contre-courant quand les choix du mouvement lui paraissaient préjudiciables à la cause. Il n'y aurait pas de pire ironie que de faire de lui une sorte de cerbère placé en défense d'une « orthodoxie » anarchiste qu'il aura le plus contribué à forger.

Lui, qui avait été l'un des instigateurs de l'adoption du communisme anarchiste et de l'abandon du collectivisme bakouniniste au sein de l'AIT, se refusera toujours de voir dans le communisme la seule forme d'organisation économique compatible avec les principes libertaires.

Après avoir « théorisé » et pratiqué la propagande par le fait dans sa jeunesse, il sera un des seuls, avec son ami Merlino, à oser élever la voix pour protester en plein emballement ravacholiste contre les excès du terrorisme, au point de se voir, lui partisan de l'insurrection armée, accusé de légalisme.

Malatesta, qui avait indiqué la nécessité pour les anarchistes d'entrer dans les organisations ouvrières pour y faire de la propagande, sera celui qui contribuera le plus à préserver la spécificité anarchiste face à l'emballlement syndicaliste du moment. La liste des exemples pourrait être encore longue. Bomons-nous à signaler que Malatesta, jusque dans les dernières années de sa vie, poursuivra ce travail de réélaboration des choix tactiques du mouvement, jusqu'à s'en prendre à Kropotkine lui-même et à ses conceptions jugées trop opti-

mistes. Et si aujourd'hui les choix de Malatesta nous paraissent n'être tributaires que du « bon sens », si le bienfondé de ses options s'est imposé à tout le monde, n'oublions pas qu'à l'époque où ses idées étaient émises, elles ne soulevaient pas l'unanimité. Le grand mérite de Malatesta aura été d'avoir bousculé les idées en place, les croyances faciles du moment, pour accomplir un profitable travail de mise au point révolutionnaire de notre idéal.

## Un enseignement pour l'avenir

Malatesta n'a pas tout fait, il n'a pas tout dit. Ses très grands mérites constituent aujourd'hui ses limites. Son approche anarchiste renvoie à une méthodologie d'intervention politique qui se fonde sur la cohérence du rapport moyens/fins. Cette méthodologie est certainement ce qui reste de plus vivant dans l'apport de Malatesta. Elle doit nous servir de cadre pour notre action militante de tous les jours, mais ce cadre en lui-même est incapable de nous fournir les réponses dont nous avons besoin. Il ne faut pas demander à Malatesta ce qu'il ne peut pas offrir, c'est à la valeur, aux capacités, à la clairvoyance des hommes du présent que cette tâche échoue. Malatesta n'a pas de réponse toute faite à nous fournir, mais plutôt des conseils à nous donner. Ainsi, par exemple, une fois reconnue la nécessité de l'organisation anarchiste, rien n'est encore dit sur la façon effective de son fonctionnement. Contrairement à ce que pensent les autoritaires, il n'y a pas qu'une seule modalité d'organisation, et il est possible de concevoir plusieurs groupements anarchistes spécifiques fonctionnant avec des modalités différentes, mais toujours anarchistes. Ce n'est que l'expérience du moment, le contexte historique qui décideront de la validité d'une forme ou d'une autre d'organisation. De même, en ce qui concerne le mouvement ouvrier, Malatesta nous fournit tout au plus le cadre de notre intervention. Travailler dans les syndicats ou en dehors, avec ou contre, ce n'est pas chez Malatesta, malgré sa lumineuse critique du syndicalisme, que nous trouverons la réponse.

La pensée de Malatesta ne constitue pas le seul infranchissable de l'anarchisme d'aujourd'hui. Cela n'est vrai, cependant, que dans la mesure où notre mouvement a été incapable de résoudre jusqu'à maintenant les problèmes soulevés par Malatesta et qui nécessitent encore une réponse. Malatesta nous paraît être aujourd'hui le point de départ obligatoire, mais le point de départ seulement, de toute réflexion ultérieure sur le mouvement anarchiste. Soyons malatestiens jusqu'au bout et allons de l'avant.





Malatesta

## Une vie pour l'anarchie

1853 : Malatesta naît à Santa Maria Capua Vetere. D'abord républicain, il devient internationaliste à partir de 1871 ; étudiant en médecine, il abandonnera ses études pour se consacrer à la révolution.

1872 : il participe au congrès de Saint-Imier, constitutif de l'AIT anti-autoritaire.

1877 : avec Cafiero et d'autres internationalistes, il organise une tentative insurrectionnelle dans le sud de l'Italie qui échoue. Arrêté, il sera acquitté ainsi que ses camarades.

1881 : il participe au congrès de Londres de reconstruction de l'AIT en tant que délégué pour l'Italie.

1883 : il rentre en Italie où il publie, à Florence, le journal *La Questione sociale*.

1885-1889 : il séjourne en Amérique du Sud et crée *La Questione sociale* à Buenos-Aires.

1889 : rentré en Europe, il fait paraître à Nice, puis à Londres, *L'Associazione* et lance un appel en faveur de l'organisation des forces anarchistes.

1892 : il est le promoteur, avec Merlino et Cipriani, du congrès de Capolago, en Suisse, d'où il sortira le « Parti anarchiste socialiste révolutionnaire ».

1892-1894 : polémiques avec les anarchistes français sur le problème du terrorisme.

1897 : il retourne en Italie où il fonde, à Ancone, un nouveau journal, *L'Agitazione*. Arrêté l'année d'après à la suite des émeutes contre la vie chère, il est condamné à la résidence surveillée sur l'île de Lampedusa. Il s'évade et rejoint les Etats-Unis.

1899-1913 : deuxième exil à Londres.

1907 : il participe au congrès anarchiste d'Amsterdam dans lequel il s'oppose à Monatte sur la question syndicale.

1913 : il retourne pour la troisième fois en Italie et choisit encore Ancone pour fonder *Volontà*.

1914 : c'est à Ancone que débute la semaine rouge ; Malatesta en sera le principal animateur. Obligé de s'enfuir, il

regagne à nouveau l'Angleterre.

1914-1919 : il refuse de souscrire à la guerre impérialiste et polémique avec les signataires du Manifeste des Seize, dont Kropotkine.

1919 : il rentre dans une Italie en pleine effervescence révolutionnaire. Sa popularité atteint alors son apogée, mais Malatesta refusera de jouer le rôle d'Un Lénine italien qu'on attendait de lui. Il fonde le quotidien *Umanità Nova*.

1919-1922 : il participe à la création de l'UAI (Union anarchiste italienne) ; il soutient l'occupation des usines et des terres ; arrêté, il sera enfin remis en liberté. Il cherche vainement à monter un front unique contre la réaction fasciste.

1924 : il fait paraître *Pensiero e Volontà*, revue qui sera interdite en 1926 par les fascistes. Malatesta refuse cette fois-ci de quitter l'Italie.

1932 : il meurt le 22 juillet à Rome.

### Commémoration de la mort de Malatesta en Italie

A l'occasion du cinquantenaire de la mort de Malatesta, plusieurs manifestations ont été prévues en Italie pour commémorer dignement sa personnalité :

- samedi 17 juillet à Ancone : conférence-débat sur la vie et la pensée de Malatesta, avec la participation de Marzocchi et Cerrito ;
- dimanche 19 juillet : un cortège défilera dans les rues d'Ancone, qui se terminera par un meeting avec Finzi et Marzocchi ;
- du 24 au 26 septembre à Milan : le Centre d'études libertaires organise un colloque d'études sur Errico Malatesta avec Antonoli, Berti, Cerrito, Lehning, Mantovani, Masini, Colombo, etc.



## BIBLIOGRAPHIE

### • En français :

*Notre programme*, (édité par le groupe Malatesta de la FA) : en vente à Publico, 3 F.

*La pensée de Malatesta* (choix de textes) (édité par le groupe Varlin de la FA) : en vente à Publico, 12 F.

*Articles politiques* (édité chez 10/18) : en vente à Publico, 12 F.

*Oeuvres* (édité par le groupe d'Annecy de la FA) : en vente à Publico, 3 tomes, chacun 12 F.

### • Sur Malatesta :

*Errico Malatesta. La vida de un anarquista*, de Max Nettlau, Buenos Aires, 123, 261 pages, éditorial La Protesta.

*Malatesta : su vida su pensamiento*, de Luigi Fabbri, Buenos Aires, 1945, 372 pages, éditorial Americalee.

*Malatesta, l'uomo et il pensiero*, de Luigi Fabbri.

Ces deux livres de Fabbri (l'espagnol est traduit de l'italien) présentent aussi un choix extrêmement bon de textes (140 pages environ).

*Errico Malatesta*, de Ramando Borghi, Milan, 1947, 278 pages, Edizione dell'Istituto, editoriale italiano.

*Malatesta : his life and ideas* (London, Freedom Press 1965), par Vernon Richards (traduit en italien). Comme Fabbri, un très bon choix d'extraits.

### • Anthologies :

*Páginas de lucha cotidiana*, Buenos Aires, 1921, éditorial Argonauta, 158 pages.

*Scritti*, 3 volumes, Genève-Bruxelles, 1934, éditions Il Risveglio ; réédités en 1975.

Volume I (1919-22 pages de luttes quotidiennes, 358 pages).

Volume II (1919-23), divers écrits, 326 pages).

Volume III (1924-32, 416 pages).

*Scritti scelti*, de C. Zaccaria et G. Berneri, Naples, 1954, 392 pages, Edizioni R.L.

*Scritti scelti*, de G. Cerrito, Rome, 1970, 215 pages.

### • Principales brochures :

*Fra Contadini*, première édition 1884, Florence, 62 pages, Réimpression des dizaines de fois. En français : *Entre paysans*, épuisé (extraits de cet ouvrage).

Traduction espagnol, hollandais, norvégien, tchèque, bulgare, anglais, roumain, allemand, yiddish, portugais, arménien, flamand.

*En tempo di elezioni*, 1890, 16 pages, Londres. Réimprimé souvent.

En français : *En période électorale*, épuisé (extraits de cet ouvrage). Traduction en espagnol, roumain, portugais, anglais.

*La politica parlamentaria del movimento socialista*, Londres, 1890, 31 pages. Traduction en espagnol, portugais, anglais.

*L'anarchia*, 1894, 56 pages, Londres. Nombreuses rééditions. Traduction en anglais, français, espagnol, allemand, yiddish, portugais.

*El nostro programma*, 1905, Paterson, Milan, 1920, Torino 1963. Traduction en espagnol, chinois, portugais.

*Réponse de Malatesta au manifeste des seize*, 1916, 7 pages, Paris.

*Al Caffè*, 1922, 118 pages, Bologne. Epuisé en français. Traduction en espagnol.

*Organizzazione e anarchia*, 1927, 32 pages, Paris.

*Contro la monarchia, le due vie*, 1933, 46 pages, Genève.

*Lo schioppo*, 1933, 16 pages, Genève. Traduction en espagnol.

*Verso l'anarchia*, 1946, 4 pages, Turin.

*Il movimento operaio e la tattica elettorale*, 1948, 32 pages, Forti.

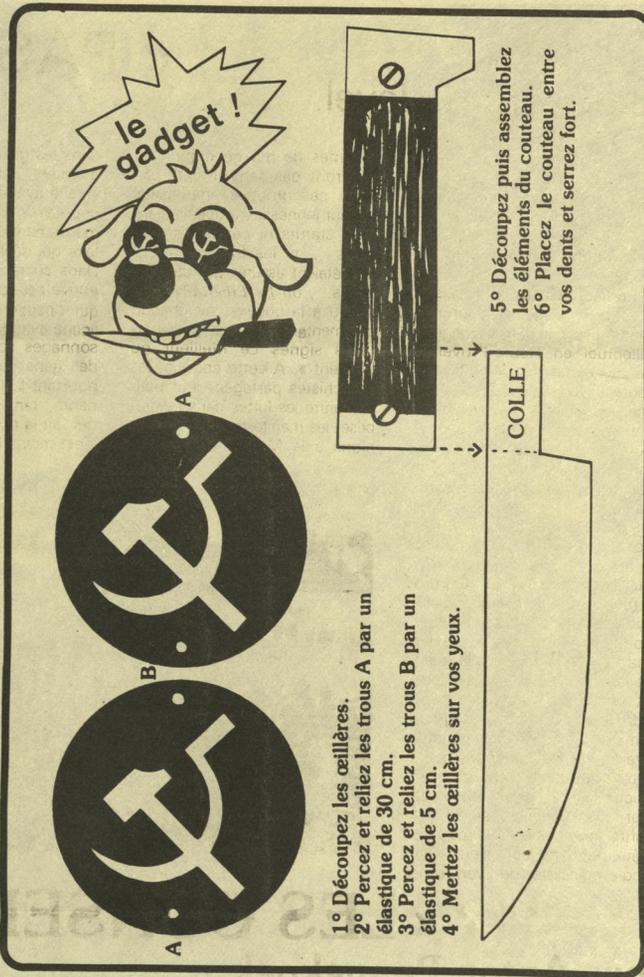
*Anarchismo e democrazia*, 1949, 48 pages, Roma.

*Organizzazione*, 1950, Montevideo.

(Bibliographie tirée de « Errico Malatesta, Articles politiques », textes traduits, réunis et présentés par Israël Renof).



Texte et contrefaçon : Luciano.



**Bravant les foudres du comité central, PIF, s'armant de courage autant que de perversité, se livre à quelques réflexions sur l'anti-impérialisme.**

Est impérialiste tout Etat visant à réduire sous sa dépendance économique ou politique d'autres Etats.

Etre anti-impérialiste, c'est s'opposer à ce type de politique et aux Etats qui la pratiquent.

Mais par là même, c'est reconnaître à chaque Etat le droit de disposer de la communauté humaine et des œuvres placées sous son autorité sur un territoire défini.

On voit qu'anti-impérialisme n'est pas synonyme d'anti-étatisme :

- l'anti-étatisme tend à émanciper l'individu et la société de la tutelle de l'Etat ;
- l'anti-impérialisme tend à choisir pour les individus et les sociétés l'oppression de l'autorité censée les représenter localement : l'Etat.

De plus, défendre, c'est-à-dire prendre parti pour une communauté géo-politique personnifiée en une autorité supérieure — l'Etat —, c'est faire, ni plus ni moins, du nationalisme !



**Comme le dit si bien PIF, l'anti-impérialisme n'est qu'une nouvelle facette d'un nationalisme qui ne veut pas dire son nom.**

de Georges Navel

## « PASSAGE »

éd. Le Sycomore

Le nouveau livre de Georges Navel s'inclut dans une œuvre biographique dont la toile fut *Travaux*, et qui s'ordonne autour de quelques points fixes qui sont : la jeunesse à Pont-à-Mousson et la Première Guerre mondiale, le détour par l'Algérie, l'apprentissage à Lyon, le vagabondage intellectuel en Haute-Provence. *Passage* est le cinquième livre de l'auteur qui, comme un bon ouvrier, continue à creuser le comportement et l'histoire d'une génération née juste avant la Première Guerre mondiale et qui subira la seconde. Dans *Passage*, l'auteur va s'employer à ciseler les personnages qui lui font escorte, à mettre de la couleur à un milieu, le milieu ouvrier, qu'il avait survolé dans *Travaux*, à reconstituer le climat social et syndical où le syndicalisme révolutionnaire essaye de survivre malgré les difficultés de la guerre et de l'immédiat après-guerre. Et cela nous donne des pages admirables où, avec des mots simples — mais c'est Anatole France qui nous a appris que la littérature, c'est d'abord la simplicité ! — il nous dessine des portraits d'ouvriers et de militants inoubliables. Il nous fait pénétrer dans les milieux anarcho-syndicalistes de Lyon, et les

hommes de ma génération ne revivront pas sans attendrissement ces groupes anarchistes de leur jeunesse « qui existaient sans statuts ni cartes de cotisants... », où les frais occasionnels étaient assurés par des collectes... où *Le Libertaire* était vendu à la criée... où chacun commentait avec passion les articles signés Le Meilleur ou Content ». A cette époque, les anarchistes partagent leur activité entre les luttes dans l'entreprise, les manifestations, les réunions à la Maison du peuple,

dans les groupes artistiques de quartiers, aux séances de l'Université syndicale, aux causeries populaires. C'est toute la vie du mouvement syndicaliste et libertaire qui défile devant nos yeux. Dans ce récit de Navel, on ne trouve pas de ces personnages qui occupent le devant de la scène avec suffisance. Ses personnages sont des anti-héros, des gens de tous les jours, et pourtant la lecture est passionnante, tant il est vrai que ce qui fait la qualité d'un ouvrage, c'est moins le milieu décrit que

le talent de l'auteur, et pour ma part, ouvrier-ajusteur, je ne suis pas près d'oublier le jeune apprenti s'exerçant au « trait croisé ».

Mais peut-être plus encore que cette vie d'ouvriers et de militants, ce sont les premières pages de ce beau livre où Navel nous décrit l'Occupation allemande à Pont-à-Mousson, en 1914, qui amènera le retrait de sa famille à Lyon, qui m'ont enchanté.

La guerre et ses horreurs ont souvent été contées par des écri-

vains faisant appel à leurs souvenirs de jeunesse. Le défaut de ces descriptions, c'est que trop souvent les auteurs sont conduits à mêler aux souvenirs d'enfance leurs réflexions d'hommes-adultes, ce qui nuit à la fraîcheur de l'enfance. Navel ne tombe pas dans ce piège, et l'enfant qu'il fut nous est restitué avec ce regard un peu étonné, plus curieux que craintif, devant ce spectacle des Allemands pénétrant dans le village ; et l'auteur a su nous restituer ce goût de l'aventure que tout événement insolite procure à l'enfant avant qu'il comprenne vraiment son côté tragique !

*Passage* est un grand livre, par la poésie qui se dégage de l'écriture, mais également par le mouvement qui emporte le lecteur. C'est un livre travaillé. Une pierre supplémentaire à une œuvre dont un écrivain spécialisé dans l'économie disait que les historiens du futur ne pourront pas analyser cette période des deux grandes guerres mondiales sans se référer à l'œuvre de Georges Navel. Un livre écrit par un écrivain libertaire qui est un grand écrivain.

Maurice JOYEUX

## « LES CONSEILS OUVRIERS »

par Anton Pannekoek

éd. Spartacus

LES communistes de conseil ou « conseillistes » passent pour être des gens à part dans l'infinité de la constellation marxiste. On les gratifie d'ordinaire du regard clair de l'honnête homme. Depuis toujours ou presque, en effet, ils dénoncent les ignominies qui, depuis 1917, ont fait du grand rêve de la révolution d'Octobre le cauchemar que l'on sait. Ils ne supportent pas l'odeur forte des charniers et le spectacle insoutenable des goulags. Ils n'arrivent pas à se faire à l'ombre glacée du totalitarisme. Ils sont saisis d'horreur devant la nuit dictatoriale qui a réduit des populations entières à l'état de spectres décharnés et hébétés. Des êtres sensibles, donc, les conseillistes ! Des êtres dotés d'un minimum d'intelligence également ! A les écouter, il semble que le coup du stalinisme, c'est pas à eux qu'on peut le faire. Ils ont l'air d'avoir toujours su que le léninisme a été le fumier sur lequel a prospéré l'horreur. L'hypothèse trotskyste d'une prétendue dégénérescence d'un soi-disant Etat ouvrier, ils affirment la laisser aux analphabètes de la révolte. A les entendre, Lénine, Staline, Mao, Castro... c'est du pareil au même. Du chiendent à arracher une bonne fois pour toute pour que l'espoir renaisse.

De prime abord, les conseillistes attirent donc la sympathie. Contrairement aux marxistes banaux qui font avec tapage dans la mauvaise foi et la cécité, ils semblent ne pas nier l'évidence, et sur bien des points leur critique du stalinisme et du léninisme à l'air de s'apparenter à la nôtre. Le drame, leur drame, c'est qu'ils ne poussent jamais le raisonnement à son terme ultime. Lénine, Staline, la dictature du parti sur le prolétariat, l'étatisation de la société, la bureaucratisation de la vie sociale... ils prétendent les rejeter, mais ça s'arrête là. Pas question pour eux d'envisager seulement l'espace d'un instant qu'il puisse y avoir un quelconque rapport de cause à effet entre Marx, sa méthode d'analyse, ses concepts... et les bouffons sinistres qui sont à l'origine de la gigantesque panne de lumière qui depuis plus d'un demi-siècle plonge pratiquement la moitié de la planète dans l'obscurité d'un esclavage sans borne. Les marxistes, les vrais de vrai, ce sont eux. Les autres, ce sont des faux. C'est comme ça ! Et donc, nos sympathiques conseillistes de se réclamer de papy Marx, de s'imprégner de sa pensée, de chercher à la mettre au goût du jour... et d'essayer de faire de l'or avec du plomb !

Car bien évidemment, l'entreprise est sans espoir. Si tous les fascistes rouges de cette terre se réclament du marxisme, cela n'a rien à voir avec le hasard. La doctrine permet cette filiation. Mieux, elle la porte en elle. Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique suent le totalitarisme comme le prolétaire la plus-value. C'est ainsi. Un cul-de-jatte ne pourra jamais courir le 100 mètres en dix secondes. Il faut s'y résoudre et en tirer toutes les conséquences.

Mais alors, qu'est-ce qui fait courir le communisme de conseil ? La naïveté ? L'idéalisme ? Mon cul, oui ! La naïveté et l'idéalisme leur sont aussi étrangers que l'antimilitarisme à un général de brigade. Il s'agit d'autre chose. D'une gigantesque mise en scène à l'odeur suave de l'illusion et d'une escroquerie, pour être précis ! L'illusion, c'est le mythe psalmodié à tous vents des conseils ouvriers. Un mythe sensé tout résoudre, bien sûr. Un mythe dont le flou artistique n'a d'égal que l'indigence des concepts qui le sous-tendent. Un mythe qui, comme tous les mythes, relève de l'auberge espagnole.



Car on peut y mettre ce qu'on veut dans les conseils ouvriers. Le meilleur et le pire. Le pire surtout. Car essayez un peu de parler de gestion directe avec les conseillistes. Vous les verrez grimper aux murs en hurlant ! Berk, caca boudin, la gestion directe et la gestion ouvrière ! Berk, caca boudin l'anarcho-syndicalisme, le fédéralisme... et d'une manière générale tout ce qui s'inscrit depuis toujours dans la perspective de l'auto-émancipation des travailleurs et des opprimés de toutes sortes. Bizarre ! Tu parles !

L'escroquerie, car le conseillisme est une escroquerie, c'est de tenter de faire croire à la coexistence pacifique entre les conseils ouvriers d'une part et l'avant-garde, le parti, l'organisation pyramidale et hiérarchisée de la vie sociale... d'autre part. Et c'est une escroquerie qui

colle à la peau du conseillisme depuis ses origines. C'est notamment de tenter de faire passer un simple désaccord tactique avec le léninisme pour une divergence de fond. Car il faut le savoir, le conseillisme est né en Europe dans la foulée de la révolution d'Octobre en réaction à l'hégémonie bolchévique au sein de la 3<sup>e</sup> Internationale, mais nullement contre le bolchévisme en tant que tel. Dans son livre *Réponse à Lénine* (1), Herman Gorter explique tout cela très bien : « Votre tactique fut à coup sûr très excellente et c'est grâce à elle que la victoire fut acquise en Russie. Mais que vaut-elle en Europe occidentale ? Pas grand-chose à mon avis, sinon même rien du tout ! Nous sommes d'accord sur les soviets, la dictature du prolétariat, instruments de révolution et de construction. Votre politique étrangère également a été à nos yeux exemplaire. Mais il en va tout autrement de votre tactique pour les pays ouest-européens. » En Europe de l'Ouest, explique en effet Gorter, il n'est pas nécessaire, pour tout un tas de raisons, de faire de l'entrisme dans les syndicats, de perdre son temps avec les élections et le parlementarisme et de chercher à faire du parti un parti de masse. Ça, c'était une tactique bonne pour un pays arriéré et sans prolétariat comme en Russie. En Europe, il convient d'aller droit au but. C'est-à-dire de prendre le pouvoir au plus vite. Et dans cette optique, les syndicats, le Parlement... sont des obstacles et abritent des concurrents. Des obstacles à abattre, donc, et pour ce faire, rien de tel qu'un parti « constitué de noyaux aussi durs que l'acier, aussi purs que le cristal », et surtout rien de tel qu'un espace permettant à ce parti d'avant-garde d'évoluer à son aise : celui des conseils ouvriers.

Comme on le voit, le conseillisme n'est au bout du compte qu'une variété de léninisme. De là son attachement au marxisme et sa haine de tout ce qui va dans le sens de l'auto-émancipation. Tout se tient.

Et qu'on ne vienne pas me parler du ballet envoûtant des mots. Les mots, ils sont venus après, comme des justifications a posteriori. De la littérature quasiment. Mais de la littérature qui sait ménager les ambiguïtés. Un attrape-couillon, donc, que le conseillisme. De la poudre aux yeux pour gagner-petit du changement en mal de mythes à bon marché.

Et puis, si vous ne me croyez pas, lisez ce bouquin. Dans l'art de brasser du vent, c'est un chef-d'œuvre. Mais lisez aussi Gorter et les autres. Vous y découvrirez que l'on peut avoir de la sympathie pour les conseils ouvriers (au niveau des mots, ça ne mange pas de pain, et puis, s'il s'agit que les travailleurs prennent leurs affaires en main, je ne vois pas pourquoi on serait contre), mais sûrement pas pour le conseillisme.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Editions Spartacus.



## LE VIEIL ARBRE NOIR ET LES BÛCHERONS ROSES

(FABLE MODERNE)

Il était une fois un vieux mouvement d'idées, puisant ses racines dans la nuit des temps, avec un tronc moussu de 150 ans. Cet arbre vénérable avait tant jeté de bourgeons que la forêt l'entourait et le masquait. Le plus grand nombre l'ignorait, quelques-uns le craignaient car on lui avait fait une réputation de bois dur belliqueux et violent, le reste ricanaient en le traitant de vieux jeton. Tant et tant étaient venus se nicher dans ses branches qu'il avait beaucoup d'amis : mais où étaient-ils ?

Or cet arbre se mit à parler (tout est possible dans un conte !). Bien sûr, il se détachait de ses branches et très régulièrement douze feuilles hebdomadaires et un nombre infini de tracts et d'affiches, mais cela se perdait souvent dans la masse des feuilles de toutes sortes répandues à ses pieds. Et cette voix surprit énormément : au lieu d'être chenue et moribonde, elle était dans la langue de notre temps et étrangement vivante. Dès ses premières paroles, quelques-uns accoururent : « Pas possible, le vieil arbre parle ! On savait même plus s'il était encore en vie... » D'autres hurlaient : « Une honte, madame Michu, même les anarchistes causent dans le poste ! Quelle époque vivons-nous ! » Un grand nombre, d'abord incrédule, puis étonné, l'écouta et s'aperçut que le vieil arbre — bien qu'un peu bégayant au début — disait des choses jamais entendues auparavant. Ce nombre grossit : donc la voix s'amplifia, et si bien que les

autres arbres furent obligés de tenir compte de sa présence.

Mais dans toute forêt, il y a des bûcherons. Avant, plusieurs coupe-racines l'avaient laissé à peu près tranquille : il tenait peu de place et ne parlait pas encore très fort. Ils pouvaient même dire : « Vous voyez bien que la forêt est bien gérée et que nous sommes des bûcherons démocrates puisque nous consentons à ce qu'il existe encore. » Mais l'arbre parlait haut maintenant et de plus en plus de gens, presque cent mille par jour, l'écoutaient. Il ne jouait plus son rôle de vieil arbre pour bonne conscience et cautions démocratiques ou humanitaires. Déjà, il faisait des ravages : répercutant des grèves, claironnant qu'une forêt peut vivre elle-même sans garde forestier, donnant la vraie parole libre à des minorités, bloquant le standard téléphonique du Château pour faire connaître au roi le dossier de René Bour : bref, il emmerdait les puissants.

Alors, un matin de septembre, les bûcherons vinrent nombreux (dame, on ne sait jamais avec sa réputation... et ils eurent raison...). Ils montèrent au tronc et coupèrent la branche dernière-née, celle qui lui servait de gorge. Et l'arbre s'est tu.

Certains disent qu'ils l'entendent encore mais faiblement et épisodiquement comme il y a quelques années, car toujours les bûcherons roses coupent et recourent les bourgeons. Mais ça, c'est une autre histoire.

FIN

### EN GUISE DE CONCLUSION

UN pouvoir, quel qu'il soit, qui prendrait la responsabilité historique d'envoyer les tronçonneuses sur l'arbre libertaire, doit savoir qu'à nos yeux cela est mille fois pire que la privation des libertés physiques. Car le droit à la parole est inscrit de toute éternité dans les gènes d'hommes qui veulent vivre libres, même dans cette époque. Ce droit, nous n'avons jamais autorisé et nous ne donnerons jamais délégation à quiconque pour en prendre la concession, ou le monopole, ou la distribution au gré du bon vouloir.

Ce droit imprescriptible, parce qu'étant partie inaliénable de notre existence purement physique en tant qu'êtres humains, ne se vend pas, ne se demande pas, ne s'autorise pas, ne se prend pas. IL EST.

RADIO-LIBERTAIRE

## Pour que Radio-Libertaire continue à vivre

C'est le remplacement de la mère berceuse par la radio est à l'origine d'une des grandes calamités de l'heure : la pudibonderie et l'hilarante hypocrisie de ceux qui s'arrogent le droit de régner sur une radio monopolisée au profit de quelques intérêts particuliers.

Question insidieuse : pourquoi ne pas réserver l'usage exclusif de cette invention admirable, l'imprimerie, à la confection et à la publication du « Journal officiel » ? Qui ferait cette proposition en séance plénière de la Chambre des députés, outre qu'il récolterait un certain nombre de voix, serait assuré de bénéficier d'un précédent assez remarquable. Car il existe en France un organisme qui s'est approprié avec une absence de vergogne parfaitement délicate le monopole d'une invention dont l'importance est, au XX<sup>e</sup> siècle, plus grande encore que celle de l'imprimerie. Cet organisme, la Radiodiffusion française, est une branche annexe de ce corps vague appelé Etat qui revêt les apparences d'un fromage de gruyère géant dont on distribue les trous au public, et la matière aux rats censés représenter ledit public au sein du fromage en question.

Boris Vian (En avant la zizique)

**R**ADIO-LIBERTAIRE (stationnée en F.M., 89,5 MHz), émetteur de portée strictement locale, sans publicité commerciale présente ni à venir, organe radiophonique de la Fédération anarchiste, et sise au 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>, qui émet comme annoncé depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1981, se reconnaît dans ce texte sus-cité d'un auteur libre penseur.

Les soussignataires, constatant la volonté de Radio-Libertaire d'être « Une voix sans maître », et reconnaissant en tout cas le principe de la liberté d'expression des diverses tendances, s'engagent, selon leurs possibilités respectives, à soutenir Radio-Libertaire éventuellement menacée, par qui que ce soit, groupement politique, représen-

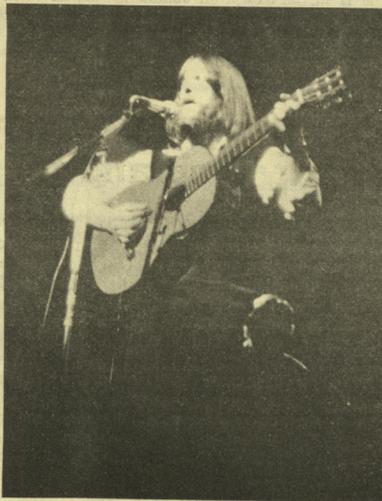
sion étatique ou autre. Les seuls responsables de Radio-Libertaire demeurant le collectif de l'association DMC.

Lu et approuvé.

Quelques signatures :

Léo CAMPION (écrivain-comédien), Louis CAPART (chanteur), Gérard CONTE (écrivain), Linette DALMASSO (chanteuse), Jacques DEBRONCKART (chanteur), Frédéric FARJADIE (écrivain), Maurice FANON (chanteur), Jean-François LABOUVERIE (écrivain), Bernard LAVILLIERS (chanteur), Claude LE ROUX (chanteuse), Jacques LESAGE DE LA HAYE (écrivain), Colette MAGNY (chanteuse) (avec le texte de R.-L.), MAMA BÉA (chanteuse), K. MOHR

(musicien), Gilles NAUDIN (chanteur), Joan PAUVERDIER (chanteur), Gérard PIERRON (chanteur), RENAUD (chanteur), Philippe SERS (éditeur), Jean-Louis SERVIN (plasticien), THÉOPHILE (comédien), Serge UTGE-ROYO (chanteur), Jean ROLLIN (cinéaste), Michel RAGON (écrivain), Jean-Louis LE BRETON (écrivain), André BOUZENDROFFER, Jean LAHOUGUE (écrivain), Léo FERRÉ (chanteur), EGLIN et ROBIN (chanteurs), Paco IBÁÑEZ (chanteur), Alain AURENCHÉ (chanteur), Jean-Luc DEBATTICE (chanteur), Yves FRÉMION (écrivain), Monique TREHART (chanteuse), Maurice JOYEUX (écrivain et militant syndicaliste).



Louis Capart au gala de Radio-Libertaire à Bobino.



Alain Aurenche au gala de R.-L.



Font et Val au gala de R.-L.

En novembre 1981, avaient lieu les états généraux des arts plastiques. Le rapport des états généraux a été publié assez tardivement. Dans ce rapport, une communication du groupe de liaison des galeries de recherche permettait de les démasquer entièrement et publiquement.

En effet, il découle de ce texte que les galeries de recherche veulent parler et agir au nom des artistes, et profiter d'une apparence avant-gardiste qu'elles se donnent pour estorquer de nombreux avantages financiers à un gouvernement de gauche au détriment des créateurs eux-mêmes. Pour ce groupe de galeries, les artistes n'existent pas, les galeries seules ont le droit d'exister et de se manifester, en utilisant les artistes comme des objets à leur disposition. Ce groupe de galeries nie notre existence dès le premier alinéa de son texte ; sous le premier titre très prometteur « Rétablir la confiance dans le monde des arts ». Le premier alinéa dit : « Tout d'abord, il faut instituer un meilleur rapport, une collaboration plus étroite entre les galeries, les musées, les représentants des affaires culturelles. » Les artistes ne sont même pas mentionnés ; pour ces galeries, nous n'existons pas, nous ne faisons pas partie du monde des arts, nous n'avons le droit à aucun rapport, aucune collaboration avec personne, en fait, nous n'avons que le droit d'exister à travers les galeries.

Quant aux avantages financiers demandés par les galeries, leur boulimie n'a pas de limite. Elles demandent :

- que les inspecteurs des Beaux-Arts soient plus nombreux pour visiter, non pas les ateliers d'artistes, mais les galeries ;
- que les galeries touchent une commission sur les achats de l'Etat et de la Ville de Paris faits à des artistes travaillant d'une façon notoire avec une galerie. (Pourquoi ? puisqu'elles ont pas d'artistes rétribués par contrat). De plus, avec cet argent donné aux galeries, l'Etat pourrait acheter une œuvre de plus à un artiste ;
- que l'aide à la première exposition soit jumelée avec un achat. « Pour sanctionner positivement le risque pris par la galerie ». Dans ces conditions (achat plus aide), où est le risque ? ;
- déduction des impôts des entreprises des œuvres achetées dans les galeries de recherche. (Les œuvres achetées aux artistes eux-mêmes n'y donneront pas droit) ;
- budget d'aide ponctuelle pour les expositions expérimentales ou pour les expositions avec investissement, aide remboursable en cas de bénéfice (si elles admettent en avoir fait) ;

- mesures de soutien pour pouvoir participer aux grandes foires internationales : avances remboursables sur bénéfice (reconnu) ;
- subvention annuelle de 100 000 F (dix millions anciens) pour chaque galerie de recherche.

En revanche, quand il s'agit de donner de l'argent, les galeries de recherche ne sont pas d'accord : la Sécurité sociale ne doit pas être payée sur le chiffre d'affaires, mais sur les bénéfices. (Joli coup de ciseaux).

## A PROPOS DES GALERIES DE RECHERCHE



Evidemment, pour estorquer tous ces avantages au gouvernement, le groupe de liaison des galeries de recherche fait semblant de faire des faveurs aux artistes. Par exemple : elles s'engagent en cas de contrat avec l'Etat à ne pas dépasser 50% de commission sur les ventes (nous devons peut-être les remercier de penser que les artistes doivent gagner autant que les galeries). Mais la plus belle faveur qu'elles font semblant de donner, en cas de contrat, c'est qu'elles s'engagent à réduire la participation demandée aux artistes : « carte d'invitation par exemple ». Alors que la galerie Alain Oudin (membre du groupe de liaison des galeries de recherche) avoue ne plus en envoyer (communication de A. Oudin aux états généraux des arts plastiques, page 94 du rapport Assurer la survie, c'est avoir abandonné depuis 18 mois les 1 200 envois mensuels de cartons, travail considérable et au rendement assez nul...). Nous comprenons pour-

quoi les galeries de recherche ne parlent pas des artistes comme faisant partie du monde des arts. Elles veulent parler à leur place pour profiter des avantages que crée le malaise dans lequel vivent les créateurs.

Les galeries de recherche ne sont qu'une façade libérale du marché de l'art destiné à exploiter la nouvelle situation due à un gouvernement de gauche. Mais il est certain que derrière cette façade se fauilent, si leur entreprise réussit, toutes les grandes galeries qui créeront leur petite succursale de galeries de recherche pour profiter des subventions.

Pourtant, cette contribution du groupe de liaison des galeries de recherche pourrait donner des bases à une véritable politique d'aide à la création si un gouvernement voulait enfin se décider à favoriser les créateurs plutôt que les marchands. En effet, il y a des tentatives de galeries-coopératives d'artistes qui sont vouées à l'échec par manque de moyens ; si ce qui est demandé par les galeries d'essais était accordé aux galeries-coopératives d'artistes, on verrait se développer ce mouvement embryonnaire de gestion par les artistes eux-mêmes de leurs propres intérêts. Et même sans passer par les galeries-coopératives d'artistes, un gouvernement voulant aider la création pourrait accorder la plupart des mesures demandées par les galeries de recherche aux artistes individuellement, car il est certain, pour tous, qu'aider les galeries c'est aller contre la recherche ; toute l'histoire de l'art des cent dernières années est là pour le prouver : c'est le marché, entre autres, qui a empêché l'entier épanouissement de la recherche. Et ce, pour deux raisons : primo, même quand il fait de la recherche, le marché tient toujours compte de la marge de rentabilité ; second, les marchands essaient d'imposer leurs certitudes, et cela empêche la multiplicité d'expression.

Mais nous savons qu'un Etat, quel qu'il soit, n'aidera jamais que les exploitants au détriment des créateurs, que l'Etat n'est là que pour nous imposer sa force.

Quant aux créateurs, dans une société libérée des contraintes économiques que nous impose le capitalisme, ils ne seront plus les seuls privilégiés à pouvoir s'exprimer par la création, mais ce privilège sera étendu à tous.

Servin  
(Plasticien)

## LA RADIO-TÉLÉVISION DU MONOPOLE

DEPUIS un an, nous avons inauguré une sélection régulière Radio-TV sur le ML. Pour ce numéro de vacances, nous ne proposons pas de sélection, puisqu'il s'agit d'un numéro « spécial été » et que nous n'avons pas reçu (à part TF1) d'informations sur les programmes des mois de vacances du monopole. Cela nous permet de faire un mini bilan sur le contenu des programmes proposés aux auditeurs et aux téléspectateurs, depuis une année, période qui correspond curieusement avec un an de pouvoir socialo-communiste.

Je laisserai à d'autres compagnons le soin de faire une critique de fond et détaillée de l'utilisation du monopole audiovisuel de la part d'un gouvernement de gauche, et je me contenterai de quelques remarques.

En tant que chroniqueur, j'ai eu le plus grand mal pour extraire d'une montagne d'émissions ineptes et chloroformées quelques émissions ayant un contenu riche, soit sur le plan culturel, soit sur le plan divertissement, et cela en faisant appel aux grands classiques que l'on peut recommander en toute tranquillité, mais sans originalité. Il semblerait même, et cela est ressenti par une vaste partie de la population, que la Radio-TV officielle est encore plus soporifique sous Mitterrand que

sous Giscard ! Un comble ! Un seul exemple : la multiplication des séries B américaines et la programmation à répétition de films déjà vus dix fois sur le petit écran.

Parmi ceux qui doivent se sentir particulièrement frustrés (et je suis poli...) par la « nouvelle » télévision, on peut citer les mouvements culturels, sociaux et politiques qui basent leur action sur le rationalisme et la pensée scientifique. Je pense, entre autres, aux libres penseurs, athées, matérialistes, etc. qui n'ont toujours droit qu'à un quart d'heure d'antenne par mois sur France-Culture. A quand certaines révisions déchirantes ?

Je terminerai ce court texte polémique en rappelant que pour « animer » des débats de caractère politique, la direction de TDF fait appel à des journalistes à gages du PS, du PC, du RPR, de l'UDF, mais à ceux d'autres courants de pensée (libertaire, par exemple), jamais. Cela ne surprendra que les naïfs.

Quant à la façon dont ces médias officiels relatent, ou plutôt ne relatent pas les apparitions publiques du mouvement libertaire, elle mériterait une brochure complète. Et tout cela aux frais du contribuable et au nom du peuple souverain.

Yves

## Programmes d'été de Radio-Libertaire

TOUT d'abord, merci. Merci aux fidèles auditeurs de Radio-Libertaire qui ont assisté nombreux au gala de soutien, le lundi 28 juin, à Bobino. Les appels téléphoniques, le courrier, l'auditoire que nous ne pouvions qu'imaginer au-delà du studio a pris corps et visages au cours de cette soirée. Et cette chaleureuse présence nous a profondément émus. Vous étiez là, aussi déterminés que nous, prêts à agir pour que Radio-Libertaire continue à émettre. Déterminés, vous l'avez prouvé par votre soutien financier, par vos applaudissements pour les artistes présents : Louis Capart dont vous ne connaissiez que quelques chansons souvent diffusées sur Radio-Libertaire, Alain Aurenche — son disque sera bientôt disponible à la librairie —, Font et Val connus du grand public aujourd'hui.

Il y a eu le soir du 28 juin cette fraternité qui repose sur une volonté commune, cette chaleur humaine qui ont « gonflé à bloc » les animateurs de la radio. Ces animateurs à qui vous avez apporté vos critiques et qui veulent autant que vous une radio de qualité et qui pourtant se sentent coincés eux aussi. Nous ne sommes pas des professionnels de la radio et nos huit heures quotidiennes de salariat, sans les justifier, peuvent expliquer quelques-unes de nos lacunes.

Cela dit, pendant la période estivale, Radio-Libertaire continuera à se faire entendre avec peu de modifications dans ses programmes. Le matin, vous retrouverez les habituelles émissions avec infos, musique et rubrique, mais cela à partir de 7 h au lieu de 6, pendant les mois de juillet et d'août. Ce sera la seule modification horaire. La plupart des émissions seront maintenues et si quelques rubriques se mettront en vacances une semaine, quinze jours ou un peu plus, nous ferons en sorte que les programmes proposés restent intéressants et ne soient plus du remplissage. Thèmes ou invités restent encore à confirmer et vous ne trouverez ci-dessous que la liste des émissions « sûres ».

A ceux qui partent en vacances, bon séjour et aussi loin que vous alliez, peut-être entendrez-vous évoquer Radio-Libertaire ; n'hésitez pas à emporter dans vos bagages badges et tee-shirts... A ceux qui restent, la voix sans maître pourra tenir compagnie.

Pour l'équipe, Jocelyne

- Mercredi 7 juillet : « Harmonie du soir » (22-24 h) : Christophe Jezewski parlera de la poésie polonaise. Dans la même émission, courant juillet, viendra l'organiste-compositeur Henry Skoff-Torgue.
  - Samedi 10 juillet : le Magazine du cinéma (22h-24 h) accueillera Pascal Judelewicz, producteur du film de William Klein *The French*.
  - Les mardis, de 22 h à 24 h, « Vous avez dit Bigeard » consacra plusieurs émissions aux lectures de vacances, S.F., bien sûr !
  - Lundi 12 juillet : « L'invité quotidien » (18 h-22 h) sera consacré au problème du suicide avec « Halte au génocide ».
  - Mardi 13 juillet : toujours dans « L'invité quotidien », Jacques Lesage de la Haye parlera de psychiatrie.
  - Mercredi 14 juillet : de 19 h à 22 h, Maurice Joyeux évoquera le Fort de Montluc.
- Radio-Libertaire sera présente les 10 et 11 juillet au Festival de la chanson vivante à Estissac (10).

## Comme nos petits bourgeois sur les plages de leurs vacances, le système économique de profit se présente nu devant l'histoire !

DANS mon dernier article du *Monde libertaire*, je recommandais aux travailleurs de refuser le blocage des salaires. Il semble bien qu'un certain nombre d'entre eux aient, d'instinct, choisi le refus d'accepter pour des raisons diverses : discussions déjà engagées, revendications obtenues dont l'application s'en trouvera retardée, hausse du coup de la vie qui frappe de plein fouet, et pour d'autres raisons multiples qui vont, pendant les quatre mois de blocage, entamer leur niveau de vie. Les organisations syndicales — tout du moins les trois principales — malgré leurs liens de subordination avec le pouvoir socialiste, mais également avec le système hiérarchique de classes ont — du moins en paroles — refusé de suivre le gouvernement pour des raisons similaires. Mais aucune de ces organisations n'a dépassé, pour justifier ce refus, le motif traditionnel de l'existence journalière des travailleurs, la revendication du moment ; aucune n'a évoqué le caractère de la société capitaliste qui, pour se perpétuer, est obligée d'imposer des sacrifices aux travailleurs. Les riches peuvent payer, ont proposé certaines d'entre elles. Payer dans le cadre de l'économie de profit. C'est à trois fois vrai et faux. C'est vrai si on considère les profits substantiels réalisés par les entreprises de pointe, les salaires somptueux des PDG, les dividendes des affairistes ; c'est faux si on croit que la distribution de ces profits et émoluments dans le cadre du système économique actuel peut permettre de juguler l'inflation, diminuer le chômage, maintenir les exportations, faire face à la fois à la concurrence des pays pauvres et des pays riches. Le système capitaliste a sa propre logique. Profondément imbriquée dans la production et la distribution mondiales, sa marge de manœuvre est étroite et les égoïsmes nationaux ne permettent pas une juxtaposition « raisonnable » des intérêts de classes frappés par la crise.

S'en tenir au refus du blocage des salaires, simplement à partir des impératifs que pose le budget familial, si c'est nécessaire, c'est insuffisant ! Cette augmentation au ras des paquerettes ouvre les portes à une justification que la droite jubile de voir avancée par la gauche, et qui consiste à faire appel au civisme, à l'intérêt de la nation, c'est-à-dire à celui de tous les citoyens ; ce qui revient à inscrire les travailleurs exploités dans le régime qui les opprime, à les convaincre qu'il est le seul possible, à les cautionner et à justifier les différences de classes, simplement adoucies pendant les périodes de liesse et aggravées dans les moments difficiles. Chacun doit participer au sacrifice que la situation impose, proclament les bons apôtres, pour maintenir une économie qui garantit le pouvoir d'achat de tous ! Quel pouvoir d'achat ? Celui de l'ouvrier à la chaîne juste au-dessus du SMIC, le SMIC étant, par démagogie, mis à part ? celui du cadre moyen, du cadre supérieur, de la direction de l'entreprise ? celui du paysan aux trente hectares ou

celui de l'industriel de la culture aux cent-cinquante hectares ? celui du petit boutiquier ou celui du directeur des grandes surfaces ? celui du haut fonctionnaire, du banquier, des agitateurs de tous poils ? Préserver le pouvoir d'achat de tous ces gens-là, c'est conserver la société en place qui crève justement de ces différences !

Oui, lutter contre le blocage des salaires à partir de la préservation du niveau de vie des travailleurs est nécessaire, mais insuffisant ! Le refus du blocage des salaires doit avoir un autre caractère, révolutionnaire celui-là. C'est le refus de s'inscrire dans l'économie de classes, le refus de se laisser intégrer par la société bourgeoise, d'accepter des sacrifices pour cafeutrer les brèches d'une société dont la vocation est l'exploitation de l'homme par l'homme !

Il faut que les riches paient, s'exclame l'inénarrable Krazucki, le secrétaire communiste de la CGT. Les riches ne paieront pas tant que, sous une forme ou sous une autre, directement ou par l'intermédiaire de la gauche, ils tiendront les leviers de commande de l'économie... Le problème ne consiste pas à faire payer les riches en conservant les hiérarchies de revenus chères à Krazucki — la crise qui, dans les démocraties populaires, est au moins aussi aiguë qu'en Europe occidentale, le démontre amplement —, mais à supprimer les classes, donc à supprimer les riches, non pas pour distribuer leurs superflus dans le cadre du système, mais pour organiser la production et les échanges autrement, pour leur tracer des objectifs différents. Refuser le blocage des salaires, c'est tout d'abord refuser de prendre le système en charge, refuser la fatalité de l'économie capitaliste de la différence, refuser l'intégration, pas seulement l'intégration au gouvernement en place dont certains syndicats comme FO nous rebattent les oreilles, mais refuser l'intégration au système économique et politique dans lesquels ils pataugent jusqu'au cou, sous prétexte de ne pas faire de « politique », c'est-à-dire de ne pas proposer une autre économie, une autre politique que celles qui oppriment les travailleurs, une économie et une politique définies par la charte d'Amiens, bible du syndicalisme révolutionnaire.

La société capitaliste est malade de son incapacité à maîtriser les problèmes que son avidité et son incohérence suscitent. J'en veux pour exemples deux cas bien précis : la sidérurgie et la grève de chez Citroën.

La crise qui secoue la sidérurgie est une crise due à l'évolution de la société industrielle. Pour des raisons multiples, dont les plus évidentes sont la concurrence et l'évolution des techniques mises à la disposition du profit, on emploie de moins en moins l'acier, phénomène que n'avaient pas prévu de par le monde les grosses têtes de la politique et de la technocratie aux alentours des années 65. Les im-

pératifs du marché, la concurrence farouche à laquelle se livrent les industriels à l'échelle mondiale les ont conduits à employer des matières de remplacement pour alléger leur prix de revient, sans se préoccuper une fois de plus des répercussions de ces transformations sur l'emploi. C'est seulement après, comme au temps du métier Jacquemart, qu'ils se rendront compte du vide créé par ces nouvelles techniques. Entendons-nous bien : je ne condamne pas l'évolution scientifique, je condamne une société que le profit aveugle, qui est incapable de trouver à l'évolution nécessaire une autre solution que le chômage, et cela suffit pour condamner ce système économique qui, depuis deux cents ans, a semé au cours de son ascension la misère, le désespoir, les cadavres. Les sidérurgistes ont eu raison de manifester sous la Tour-Eiffel, mais ils ont tort de croire qu'il ne s'agit que d'un problème de salaires. C'est un problème de société, et ne pas en prendre conscience les conduira à de nouveaux déboires. Mais voyons maintenant les grèves chez Citroën et chez Talbot.

Les mouvements de grève qui se sont produits chez Citroën et chez Talbot méritent d'être analysés autrement que par le petit bout de la lorgnette, car il nous faut comprendre avant de porter un jugement ! A première vue, la situation est claire. Les travailleurs — des immigrés — se sont mis en grève pour rétablir les libertés syndicales dans leur entreprise et pour obtenir des augmentations de salaires. On ne peut qu'approuver et souhaiter que ces mouvements se terminent par le succès des grévistes, surtout pour l'accord établi des droits égaux pour tous les travailleurs, français et immigrés. Nous avons, pour notre part, toujours milité pour l'égalité des droits entre tous.

Il est également vrai que la CSL est un syndicat-maison animé par des personnages douteux appartenant au SAC, que pendant des années celui-ci a régné sur le personnel de ces établissements, obtenant par pression sur l'emploi des majorités dépassant 55% aux élections professionnelles, ce qui peut s'expliquer par la peur des immigrés de perdre leur travail. Ces grèves ont eu au moins l'avantage de leur assurer leur liberté de choix, dans la mesure évidemment où ils ne subiront pas les mêmes pressions de la CGT dominée par le Parti communiste, ce qui reste à démontrer car, curieusement, le syndicat aujourd'hui dominant tourne également autour de 55% des suffrages. Encore peut-on penser qu'une fois la liberté syndicale assurée dans ces entreprises, les autres syndicats pourront imposer la pluralité. Voire !

Ce phénomène, en particulier chez Talbot, est intéressant. Pour bien comprendre, il est indispensable d'avoir une idée claire de la situation des travailleurs immigrés et des éléments qui conduisent leur attitude. Deux problèmes les conditionnent plus que le problème syndical proprement dit. Ce sont le travail et les salaires qui leur permettront de retourner

au pays pour s'y installer convenablement. La société française n'est pas leur problème ; son équilibre et sa structure économique ne les intéressent qu'à partir du moment où celle-ci leur permet le déroulement normal de leur projet, leur assurent le travail pendant la période transitoire où ils se trouvent parmi nous. Le syndicat n'est pas, pour eux, un élément idéologique, c'est un moyen pratique en dehors des problèmes de la société capitaliste et du mouvement ouvrier du pays.

Chez Talbot, leur intérêt a rejoint celui de la CGT. Ils voulaient une augmentation de leurs salaires, la CGT voulait reprendre la direction du mouvement ouvrier en frappant un grand coup. La grève a-t-elle été déclenchée par la CGT dans un but politique ? Les immigrés ont-ils poussé à la grève par opportunité ? Ces deux éléments ont probablement joué. Refuser le blocage des salaires pour refuser le système capitaliste ne les concerne pas. Eux, ils sont intégrés autre part, au-delà de la Méditerranée. Faire de l'argent, l'envoyer au pays pour y vivre à l'abri de l'exploitation féroce de leur propre classe dominante, voilà leur problème. Naturellement, il y a des exceptions, mais elles ne font que confirmer la règle. Ils sont disponibles pour la grève ou contre la grève à l'état pur, à partir d'un intérêt particulier, bien précis, qui n'a rien à voir avec la santé de l'économie capitaliste ou les perspectives de la révolution en France.

La présence d'une main-d'œuvre étrangère aussi importante est un constat d'échec pour l'économie de profit, incapable de donner du travail à tous ses citoyens et employant l'esclavage industriel pour assurer les tâches pénibles et insuffisamment rétribuées. Ne croyez pas que je sois contre la main-d'œuvre étrangère. Je suis au contraire pour le brassage de tous les citoyens du monde. Mais il existe une différence de structure intellectuelle entre les travailleurs s'intégrant librement dans tous les pays et ces émigrants chassés de chez eux par la misère et qui viennent chez nous subir la misère des cadences infernales, avant de retourner au pays, usés par un travail inhumain, pour s'enliser dans une société aussi oppressive que la nôtre.

La société capitaliste ne résoudra pas le problème de la sidérurgie autrement que par des licenciements camouflés, car il s'agit d'un problème de civilisation. Le mouvement syndical ne résoudra pas le problème de la main-d'œuvre immigrée car l'économie capitaliste malade ne permet plus l'intégration, l'absorption qui fut enrichissante au début de l'ère industrielle et dont l'immigration politique espagnole en 1936 est le dernier exemple. La civilisation du profit est nue devant l'évolution rapide des techniques et des besoins qu'elle engendre. La civilisation capitaliste est nue devant l'histoire.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.